

Elections 81 après Vitry Retournez les bulldozers contre la bourgeoisie!

1er avril — A moins d'un mois du premier tour des élections, *Le Monde* analyse ainsi la campagne présidentielle :

"Une des surprises de cette campagne aura été de voir la politique étrangère jouer un rôle plus important que prévu. (...) Mais, la grande innovation de cette élection est que la polémique ne tourne presque plus, cette fois, autour des relations avec les Etats-Unis et avec l'OTAN, de la supranationalité et de la construction européenne, mais autour des relations avec Moscou, qui ne faisaient aucun problème en 1965, 1969, voire en 1974, et dont l'excellence était au contraire revendiquée comme un acquis gaulliste pratiquement inattaquable. Ce seul fait en dit long sur le changement qui s'est produit entre-temps dans les relations internationales et dans l'image respective des deux supers grands dans l'opinion."

— *Le Monde*, 21 mars

A sa façon, ce quotidien (qui cache mal ses sympathies mitterrandistes) met le doigt sur la question qui domine toutes les autres, y compris les élections elles-mêmes : la politique des impérialistes à l'égard de l'URSS et des autres pays où la bourgeoisie a été expropriée. Effectivement, à la différence de la fin des années 60 et du début des années 70, l'"excellence" des rapports avec Moscou n'est plus de saison en Occident. Le climat de guerre froide de la part des impérialistes contre l'URSS est tel que, des partis bourgeois au PS, tout le monde rivalise d'antisoviétisme. Ce climat détermine la posture d'indépendance du PCF à ces élections. Bien sûr le candidat Marchais fait tout pour éviter la "question russe" mais c'est tout de même le refus de toutes les formations politiques de la bourgeoisie à entretenir actuellement des rapports électoraux avec des partis liés à Moscou qui a rejeté le PCF dans le "ghetto" (voir "Pourquoi l'union de la gauche a éclaté", page 4).

Le social-démocrate Mitterrand se présente ouvertement comme le candidat ayant la politique la plus efficacement antisoviétique, et il s'est même fait dans cette campagne une spécialité d'accuser Giscard de capituler devant Moscou. Après avoir qualifié ce dernier de "munichois", il a profité de l'article de la *Pravda* favorable à Giscard pour déclarer : "Il fallait bien que le voyage à Varsovie [pour y rencontrer Brejnev en mai 1980] puisse recevoir un salaire" (*Le Monde*, 18 mars). Le "salaire de Varsovie" a provoqué un scandale qui a agité le petit monde de la politique. Giscard veut bien être accusé des 2 millions de chômeurs ou de l'inflation galopante, mais surtout pas d'entretenir de bonnes relations avec l'URSS ! Tout ce remue-ménage sur son soi-disant "manque de fermeté" à l'égard de Brejnev a de quoi surprendre Giscard, car comme le fait remarquer l'article du *Monde* cité précédemment "ses positions sur l'Afghanistan et sur la Pologne se sont durcies ces derniers temps et (...) sa politique de défense reste entièrement orientée contre le potentiel soviétique". Les récents accords entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain montrent en effet une France s'insérant activement dans le dispositif antisoviétique des USA, en particulier en Amérique centrale (Cf. article "Giscard boycotte Cuba. Défense de Cuba ! Levée du boycottage !" dans le présent numé-



AFP

ro). On peut être sûr que Mitterrand ne parlera pas du "salaire de Washington" à propos de la déclaration de la Maison Blanche comme quoi les "Etats-Unis savent qu'ils peuvent compter sur la France comme allié" !

Dans ces conditions, l'antisoviétiste Mitterrand ne peut que difficilement gouverner avec un parti pro-Moscou. (...) tant qu'ils resteront alignés sur des positions étrangères dans des affaires aussi graves que celle de l'Afghanistan, il ne me paraît pas raisonnable de penser, ni juste, pour que le gouvernement mène une politique harmonieuse, qu'il y ait des ministres communistes" (*Le Monde*, 18 mars). Mitterrand pense beaucoup plus "raisonnable" de tendre la main aux partis bourgeois : "Maintenant c'est la crise et j'aurai besoin de tout le monde" (*Ibid.*). Le thème central de sa campagne, "réaliser le plus vaste rassemblement populaire pour le redressement national", doit sonner agréablement aux oreilles d'un Chirac qui appelle (comme par hasard) lui aussi au "rassemblement national". La condition que ce dernier met pour gouverner avec le PS n'est qu'une clause de style : "Certes, nos vues sont divergentes sur un certain nombre de problèmes. Mais dans cette hypothèse [d'une rupture complète PCF-PS] je serais tout à fait disposé à accueillir tous ceux

qui voudraient apporter leur concours à l'oeuvre de redressement et de libération que je propose" (interview au *Parisien Libéré*).

Dès le début, nous avons appelé à ne donner aucune voix, ni au premier ni au deuxième tour des présidentielles, à Mitterrand l'atlantiste engagé dans la constitution d'une coalition avec des représentants bourgeois. Par contre, c'est ce chantre de l'alliance avec l'ennemi de classe et de l'anticommunisme que les pseudo-révolutionnaires de la LCR de Krivine, de Lutte Ouvrière (les "amis d'Arlette") et de l'OCI s'approprient à soutenir de leurs suffrages ; l'OCI ne se distingue dans la capitulation que par une stalino-phobie social-démocrate conséquente qui la fait voter Mitterrand dès le premier tour. Les candidats soi-disant d'"extrême gauche", Krivine et Laguiller rivalisant d'opportunisme avec les partis réformistes de masse, chacun dans sa spécialité (le premier dans l'"unité", le mot de passe pour reconstruire l'union de la gauche front-populiste ; la deuxième dans un ouvriérisme flirtant de plus en plus avec le populisme le plus démagogique), sont incapables d'offrir aux ouvriers un moyen d'exprimer une impulsion de classe. De plus, l'un comme l'autre refusent de se placer dans le camp de l'URSS contre l'impérialisme. A ce double titre, ils ne méritent pas un quelconque soutien électoral.

Marchais offre les immigrés en gage

Face à la politique pro-coalitionniste du PS et à l'opportunisme et à la débilite de la soi-disant "extrême gauche", nombreux sont les travailleurs qui se sont à nouveau tournés vers le PCF.

En effet, le PCF a vu se concentrer contre lui les attaques de la bourgeoisie pour avoir soutenu l'inter-

Suite page 11



Pourquoi l'union de la gauche a éclaté ...p.4



Flics et curés hors des chambres à coucher

A bas les lois anti-homosexuelles!

Nous publions ci-dessous une lettre au GLH de Rouen qui nous a demandé de répondre à la lettre ouverte aux candidats à propos des revendications spécifiques aux homosexuels en relation avec la campagne électorale. Outre notre position sur les élections, cette lettre explique notre conception léniniste de la lutte du parti prolétarien pour tous les opprimés en opposition avec l'impasse du mouvement autonome homosexuel.

Le 28 mars 1981

Camarades,

Bien que n'ayant pas de candidat aux prochaines élections présidentielles, nous répondons à votre lettre ouverte demandant leurs positions aux candidats sur la question homosexuelle. Vous demandez l'arrêt des discriminations dont aujourd'hui sont victimes les homosexuels ; en particulier, l'abrogation de l'article 331 du code pénal et l'extension à l'homosexualité des lois de 1972 et 1975 sur le racisme. Nous soutenons bien sûr ces revendications ; nous sommes pour l'abrogation de toutes les lois discriminatoires et pour qu'un terme soit mis aux harcèlements dont sont victimes les homosexuels, les femmes et les immigrés.

Qu'en est-il du reste de l'"extrême gauche" ? La répression des homosexuels n'intéresse en rien les moralistes de Lutte Ouvrière (pataugeant généralement dans le populisme), et encore moins l'OCI. D'un autre côté, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a toujours proclamé son soutien aux mouvements autonomes de femmes et d'homosexuels. Le soutien opportuniste

de la LCR à tout ce qui "bouge" n'a cependant jamais été une véritable volonté communiste de se battre pour les droits démocratiques de tous les opprimés, d'être, comme Lénine l'a exprimé, le "tribun du peuple". En 1979, un porte-parole éminent de la LCR a défendu la position scandaleuse des co-penseurs américains de la LCR, le Socialist Workers Party, qui soutient les lois répressives contre l'activité sexuelle des mineurs (voir *Le Bolchévik* n° 13, octobre 1979).

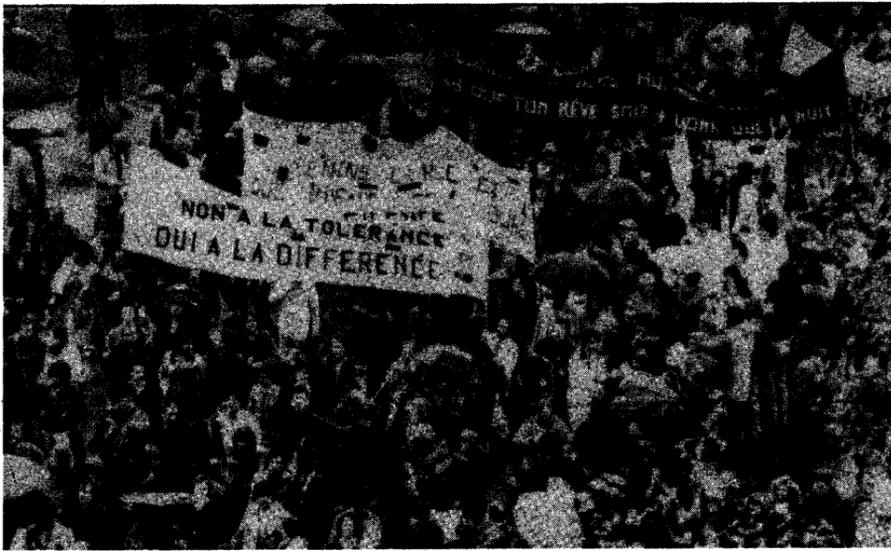
Au nom de la "dynamique", la LCR a capitulé devant les réactionnaires musulmans iraniens et les réactionnaires religieux et nationalistes polonais. Aujourd'hui, la LCR est si occupée à jouer les entremetteurs entre Marchais et Mitterrand que ce n'est que du bout des lèvres que Krivine répond aux questions de l'oppression des femmes ou des droits démocratiques pour les homosexuels.

Nous, qui avons toujours franchement argumenté que le mouvement autonome homosexuel n'est qu'une impasse réformiste, avons aussi été les seuls parmi la soi-disant "extrême gauche" à défendre de façon conséquente les droits démocratiques pour les homosexuels contre la réaction. Qui d'autre a pris fait et cause pour les homosexuels et "couples adultères" sauvagement assassinés par Khomeiny ? Qui d'autre a caractérisé le pape Wojtyla pour ce qu'il est : un bigot réactionnaire, et a mis en garde contre le danger que les ouvriers polonais soient happés dans le camp capitaliste-restaurationniste de l'Eglise catholique ? Ni la LCR, ni l'OCT, ni les autres. Les partisans du "style de vie homosexuel" peuvent y voir un paradoxe, mais il n'y a rien de tel. Notre programme trotskyste révolutionnaire a attiré certains éléments parmi les plus sérieux du milieu de "libération homosexuelle" aux Etats-Unis.

Nous pensons que la campagne actuelle du CUARH (lettre ouverte, marche nationale) — clairement destinée à faire pression sur les partis réformistes — est la conclusion logique de la politique du mouvement autonome homosexuel. L'exemple des Etats-Unis (dont le mouvement est souvent présenté comme un

modèle par les militants homosexuels d'ici) montre plus clairement encore que la politique réformiste du "style de vie" revient à des manoeuvres bidon de groupe de pression. La fameuse manifestation de masse d'octobre 1979 a été rapidement prise en mains par des politiciens du Parti démocrate et s'est terminée... avec des délégations qui allaient respectueusement plaider leur cause avec divers membres du Congrès dans leurs bureaux. Ou bien prenez l'exemple du "ghetto gay" de San Francisco qui sert de chair à canon électorale aux démocrates, le parti raciste du capital.

Considérer les conséquences d'un soutien critique électoral uniquement sur la base d'une position formelle sur les droits démocratiques pour les homosexuels, cela signifie voter pour le PS (ou même pire, peut-être pour le MRG bourgeois). Mais le PS soutient l'OTAN et les missiles américains, ne promet que l'austérité et le maintien de la Ve République et cherche un bloc avec les gaullistes !



Cortège homosexuel à la manifestation du 1er mai 1979 à Paris

Alors quoi ? Le PC ? En octobre dernier, nous avons avancé le mot d'ordre "PS non, PC peut-être". Pourquoi ? Parce que notre but, contrairement à la LCR, n'est pas de faire pression sur les partis réformistes, mais de scissionner la base de la direction. Tandis que le PS n'a jamais changé sa quête d'un nouveau front populaire (il n'a fait que passer de l'union de la gauche à une alliance "centre-gauche" ou "tripartite" dans le contexte de la nouvelle atmosphère de guerre froide), le PCF s'est soudain mis pour une courte période à critiquer le front populaire. Comme l'ont récemment démontré de façon éclatante les sociaux-démocrates allemands, les réformistes peuvent toujours justifier leurs trahisons par la nécessité du maintien de leur coalition avec la bourgeoisie.

Quand les partis réformistes se présentent seuls, ils perdent cette couverture ; les contradictions entre le programme formellement socialiste et leurs trahisons quotidiennes ne peuvent qu'augmenter. Cela aurait pu être un vote classe contre classe et, de plus, nous aurions été heureux, dans la période actuelle de fièvre de guerre froide, de voter pour un candidat dénoncé par l'entière du spectre politique pour ses liens avec Moscou.

Cependant, Vitry était une provocation raciste, une garantie à la bourgeoisie que le PCF est déterminé à maintenir l'ordre capitaliste et qu'il est prêt à prendre la responsabilité de tous les sales boulots qui lui seront demandés. En l'absence d'autre élément dominant dans la campagne depuis — par exemple, relevant de la question russe — Vitry donne le ton d'une manière décisive à la campagne protectionniste et crétiniste municipale actuelle du PCF, lui conférant un caractère qui dépasse la "routine" réformiste. En effet, nous regrettons amèrement que le PCF nous ait enlevé la possibilité d'appeler aujourd'hui à un soutien même sauvagement critique au bureaucrate Marchais.

Mais cela n'a de sens que dans le cadre d'une lutte pour un véritable parti trotskyste en France. Et c'est là le fond de nos divergences avec vous, camarades.

Il est généralement reconnu dans la gauche homosexuelle que la Révolution d'Octobre a aboli la législation répressive anti-homosexuelle, une mesure à des années-lumière des "démocraties" bourgeoises. Il est également bien connu que la bureaucratie stalinienne a renversé cela, cherchant à renforcer la famille nucléaire. Malgré tout, cette contre-révolution politique a laissé intact le système économique planifié non-capitaliste et n'a donc pas pu éliminer tous les acquis d'Octobre (comparez la condition des femmes en Asie centrale soviétique à celle des femmes en Iran ou en Afghanistan !). Il y a de formidables forces progressistes et révolutionnaires étouffées par la bureaucratie. C'est pourquoi nous défendons ces Etats contre les desseins contre-révolutionnaires des Reagan et Wojtyla ; et c'est pourquoi nous appelons aussi à la révolution politique pour que la classe ouvrière de ces pays balaie la caste parasitaire conservatrice des bureaucrates.

Mais les bolchéviks n'avaient pas besoin de la pression de mouvements autonomes pour être convaincus de la nécessité de libérer les femmes et les homosexuels. Et poser la question de savoir si les mouvements autonomes auraient pu éviter le Thermidor stalinien dans la famille, c'est y répondre.

La notion de mouvement autonome est une "solution" organisationnelle à un problème politique. Si les staliniens et les sociaux-démocrates refusent de combattre l'oppression des homosexuels, c'est parce que ce sont des réformistes attachés à l'ordre bourgeois existant. Si l'engagement de l'"extrême gauche" pour la lutte pour les droits des homosexuels est si peu profond, c'est parce que ce ne sont pas des révolutionnaires conséquents, mais des capitulards. Le remède réside dans la lutte pour le programme marxiste révolutionnaire.

La politique du "style de vie" pose le problème de l'oppression des homosexuels comme une question de "préjugés". On y trouve d'une part la notion que l'ensemble du monde hétérosexuel est l'ennemi ; de l'autre, l'idée d'une "éducation progressiste". Mais c'est toute la façon de poser la question qui est fautive et qui amène le mouvement à osciller entre les provocations culturelles (style FHAR) et le légalisme. L'oppression des homosexuels n'est pas simplement ou même essentiellement due à l'étroitesse d'esprit. Les homosexuels sont réprimés par les lois capitalistes, et la bigoterie largement répandue sur cette question est fondamentalement conditionnée par l'institution de la famille. Le programme révolutionnaire vise justement au remplacement de la famille bourgeoise et, pour ce faire, à la destruction des racines sociales sur lesquelles elle repose : le capitalisme. Par contre, le programme de militants "style de vie" qui recommandent de "sortir du placard" comme un principe politique n'éliminera pas ces institutions qui ont une base de classe, et il peut même être carrément suicidaire dans un climat de répression.

Ceux qui s'imaginent que l'hostilité envers les homosexuels peut être éliminée en éclairant graduellement l'opinion publique ignorent que la bigoterie réactionnaire, utilisée en dernière analyse par la classe dirigeante contre le prolétariat, a pour logique finale le génocide. La démocratie bourgeoise est fragile, partielle et réversible. La lutte porte fondamentalement sur des droits démocratiques d'ensemble, pas sur la question sexuelle uniquement.

Cette lutte ne peut être menée que lorsque la conscience de l'oppression dépasse le côté subjectif et partiel pour devenir une conscience de classe dirigée contre l'ennemi commun — le système capitaliste. Cette unité doit être basée non seulement sur la lutte contre des préjugés arriérés, mais contre l'illusion sécurisante dans la possibilité d'une libération personnelle dans la société capitaliste décadente. C'est pourquoi nous croyons que la voie en avant ne passe pas par une fédération de groupes d'intérêts spécifiques, fixés chacun sur sa propre oppression, mais par la construction d'un parti léniniste représentant les intérêts historiques de l'ensemble du prolétariat. C'est seulement alors qu'il sera possible de renverser la bourgeoisie, précondition nécessaire pour réaliser la société communiste sans classes dans laquelle l'oppression n'existera plus.

Espagne : les travailleurs doivent liquider la garde civile!

La tentative de coup d'Etat

28 mars — Le 23 février, 200 gardes civils, l'arme au poing, ont fait irruption dans le Parlement espagnol à Madrid. Avec à leur tête un ultra du franquisme brandissant son pistolet, ils ont pris tous les parlementaires en otage. Mais ce coup de théâtre n'était que le signal d'une tentative de putsch de bien plus grande envergure. Pendant que les éléments de la division blindée Brunete (l'unité la plus puissante de l'armée espagnole) occupaient des bâtiments de la radio et de la télévision à Madrid, le centre de la ville de Valence était envahi par des blindés sous les ordres du général Milans del Bosch, le gouverneur militaire qui avait décrété l'état d'exception.

Le gros de l'armée a cependant suivi l'ordre du gouvernement de rester dans ses casernes, et les gouverneurs militaires des autres provinces ne se sont pas ralliés à l'exemple de del Bosch. Le général Armada, ex-chef d'état-major et selon toute vraisemblance véritable dirigeant du putsch, avait échoué dans son effort de gagner le soutien du roi Juan Carlos, malgré ses liens personnels de longue date avec le monarque. A l'heure du message télévisé du roi, tôt dans la matinée, il était clair que la tentative de coup d'Etat avait manqué son but. Del Bosch donna l'ordre à ses tanks de quitter les rues ; et Tejero resta seul pour négocier une "reddition honorable".

Le roi Juan Carlos, nommé par le défunt dictateur, est encensé comme sauveur de la "démocratie espagnole". Mais le fait que le *golpe* (putsch) n'ait pas été désarmé avant l'intervention du monarque confirme que ce dernier n'est pas une simple potiche, mais qu'il est le commandant suprême des forces armées. Pour cette fois, il a ordonné à l'état-major d'appuyer le gouvernement civil. Demain, l'autorité nécessaire au roi pour imposer ou donner son aval à un régime du type "Etat fort" sera grandement accrue. L'armée a à maintes reprises suggéré discrètement, ou menacé ouvertement, qu'elle balayera le chétif Parlement si la gauche se renforce ou si les terroristes nationalistes basques demeurent actifs. La "démocratie espagnole" pourrait alors aisément subir une transformation bonapartiste, car les sinistres forces des institutions antidémocratiques de la dictature franquiste n'ont jamais été extirpées. *Gardez-vous des rois qui décommandent des complots!*

L'aspect peut-être le plus dangereux de l'étrange tentative de coup d'Etat aux Cortes est que la classe ouvrière n'est pas intervenue. L'armée est restée dans ses casernes, tandis que la police nationale armée — les *grises*, pas moins redoutables que la garde civile — encerclait le Parlement. Les syndicats et les partis de masse de la classe ouvrière, notamment le PCE eurocommuniste de Santiago Carrillo et le PSOE social-démocrate de Felipe Gonzales, ont ordonné aux masses de rester chez elles. Ils ont prétendu que ce n'était qu'un incident isolé, qui ne bénéficiait apparemment pas du soutien des forces armées. Qu'auraient dû faire les travailleurs, alors ? Attendre une tentative sérieuse de coup d'Etat, pour être accueillis par le tir nourri de militaires déterminés et unis ? Cette politique de crétinisme parlementaire est un programme de défaite sanglante. *Souvenons-nous de 1936!*

Les complots du 23 février

Il semble que presque tout le monde était au courant des préparatifs de coup d'Etat. Le rapport officiel du ministre de la défense déclare tout de go que le gouvernement savait depuis la fin de l'année dernière qu'un grand coup d'Etat était en préparation. Il

y a même eu des appels ouverts à la rébellion du journal réactionnaire *El Alcazar*. Mais cela n'empêche pas que tout le monde a attendu paralysé.

Le magazine monarchiste-conservateur *A.B.C.* appelle la tentative de coup d'Etat aux Cortes "la pointe de l'iceberg" et explique qu'il y avait en fait trois complots séparés : un premier envisageant un coup de force violent ; un deuxième envisageant une prise de pouvoir négociée avec l'accord du roi ; et un troisième qui avait pour but de pousser le gouvernement actuel fortement à droite. D'autres exposés font mention d'un "plan Delta" sur une grande échelle projeté pour le printemps. Il y a aussi une possible "American connection".

En tous cas, il semble que la tentative de putsch du 23 février se proposait de profiter en toute hâte du vide politique causé par la brusque démission du premier ministre Adolfo Suarez.

Certes le "putsch du colonel fou", quel qu'il ait été son but initial, a été utilisé par ceux qui menacent d'une véritable prise de pouvoir par les militaires si les choses ne se passent pas comme le veulent les généraux. Le premier ministre actuel, Calvo Sotelo, a repoussé une proposition que les socialistes entrent dans le gouvernement, en laissant entendre que l'armée serait mécontente. Le roi lui-même est loin d'être le dernier adepte de ce chantage politique, lui qui a déclaré : "Les récents événements devraient servir de leçon" et qui a prévenu les dirigeants politiques qu'ils ne devraient pas compter sur lui la prochaine fois !

Inutile de le dire, il n'est pas question de la moindre purge des forces de l'armée et de la police. Au lieu de cela, les gardes civils non gradés impliqués dans la prise du Parlement seraient prochainement réintégrés dans leurs unités tandis que Tejero est autorisé à recevoir en prison des messages de sympathie et même des visites.

La fin du "franquisme réformé"

Pourquoi la "démocratie" espagnole est-elle aussi désarmée devant la menace d'un coup d'Etat militaire ? Parce qu'elle n'est pas véritablement une démocratie bourgeoise achevée, mais un régime semi-bonapartiste à façade parlementaire. Louvoyant entre le Bunker franquiste et l'"opposition démocratique", le régime de Suarez a essayé, grâce à la combinaison de mesures de police énergiques, de rhétorique "démocratique" et de réformes sans conséquences, de contenir les masses tout en démantelant les structures corporatistes dépassées de l'ordre franquiste (le parti unique, les "syndicats verticaux").

Le franquisme n'était pas représenté exclusivement par les phalangistes fanatiques ou encore la réactionnaire Alliance populaire dans ce régime, mais aussi par l'Union du centre démocratique de Suarez, prétendument centriste, composée de notables et de hauts fonctionnaires qui avaient simplement troqué leur chemise bleue phalangiste pour des habits plus respectables. Suarez lui-même était l'ancien dirigeant du parti unique franquiste et avait gardé des liens étroits avec les caciques et l'Opus Dei clérical-réactionnaire.

Néanmoins, Suarez fut contraint de démissionner le 29 janvier, et ce, de façon claire, sous la pression des militaires qui l'accusaient de faire trop de concessions aux nationalistes basques. La question nationale a continuellement été un obstacle inamovible à la consolidation de l'Etat espagnol de l'après-Franco sur une base plus "moderne". Face à la croissance explosive des mouvements nationalistes et régionalistes, Suarez ne pouvait offrir que les réformes les plus bidoines, car les généraux franquistes n'auraient jamais permis le "démembrement de l'Etat espagnol". Le contexte immédiat de la tentative de coup d'Etat était la grève générale du pays basque le 16 février, en réaction à l'assassinat par la police, trois jours auparavant, d'un militant de l'ETA.

En outre, la bourgeoisie espagnole n'avait pas reçu sa récompense pour la "démocratisation" : l'admission dans la CEE. De plus, l'Espagne est plongée



Le roi Juan Carlos et son subordonné le putschiste Milans del Bosch

dans une grave crise économique (avec 11% de chômeurs). On entend de plus en plus des mots d'ordre comme "avec Franco on vivait mieux", à mesure que l'inflation galopante et l'augmentation du nombre des faillites de petites entreprises provoquent une frénésie réactionnaire dans la petite-bourgeoisie. Le décor est monté pour un autre coup : la "démocratie" espagnole est dans l'impasse.

Les humbles serviteurs du roi...

La situation actuelle, extrêmement menaçante, provient surtout de la *défaite* des grèves politiques massives de la classe ouvrière et des manifestations qui rassemblèrent à de nombreuses reprises des centaines de milliers de personnes dans les rues contre la dictature. C'est à cause de la coopération active des dirigeants réformistes traîtres du prolétariat espagnol, qui ont tout à fait consciemment limité et saboté ces luttes en échange des assurances du roi au sujet de la "démocratie". Il est profondément ironique que les principaux traîtres réformistes se soient trouvés parmi les otages, pris par ces mêmes tueurs auxquels ils avaient assuré un nouveau sursis.

La presse bourgeoise s'émerveille de la passivité du prolétariat espagnol, même dans le pays basque, et applaudit à l'unité nationale autour du roi. Mais le roi a été hué quand il a visité le pays basque. La grève générale du 16 février a été effective à 80-90% en Navarre, tandis qu'à Bilbao, les masses dressaient des barricades et attaquaient les blindés de la garde civile. Il ne fait pas de doute que les masses hésitent à entrer dans une guerre civile désarmées et désorganisées ; la responsabilité de cette situation revient uniquement aux dirigeants traîtres du PCE et du PSOE.

Immédiatement après le coup d'Etat, les Commissions ouvrières (CO — dirigées par le PCE) et l'Union générale des travailleurs (UGT — dirigée par le PSOE) ont appelé à une grève de deux heures le 24 février sans manifestations. En Catalogne, les CO ont appelé à deux jours de grève, mais elles ont reculé tout de suite. Le PC basque a appelé à la grève générale, mais sans les CO ; l'UGT basque était carrément contre.

Les réformistes ont organisé massivement seulement pour les manifestations du 27 février — pour noyer le prolétariat dans un raz de marée pro-royaliste avec l'UCD et même l'extrême droite !

Le PCE et le PSOE se précipitent, avec une servilité obscène, pour assurer les généraux de leur soutien absolu dans la lutte "antiterroriste". Carrillo a en outre déclaré : "Autonomie oui, démembrement de l'Espagne non !", beuglant pour le "drapeau national" et contre la "prolifération de banderoles régionales". Le "programme maximum" du PCE est un gouvernement PSOE/UCD, mais ni Carrillo ni Gonzales ne réaliseront leurs désirs de collaboration de classes : l'armée ne veut pas d'eux.

Dans le temps le PCE appelait à une République, contre la monarchie franquiste. Mais l'essence du front populaire est la protection d'institutions bourgeoises clé, telles que l'armée ; le spectacle de militants du PCE criant "vive le roi" est certes écoeurant, mais un front populaire plus "gauche", comme

Suite page 9

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
REALISATION: Dominique Rouvier.
DIFFUSION: Judith Mauger.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre). Pour toute correspondance :

- Paris : Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone : 208.01.49)

- Rouen : M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.



LE BOLCHEVIK

Pourquoi l'union de la gauche a éclaté



SYGMA

Quand le PCF a lancé son secrétaire général Georges Marchais dans la campagne présidentielle, proclamant que "pour la première fois nous plaçons d'emblée, de manière offensive (...) la question du vote communiste au centre de la bataille", la presse bourgeoise l'a une fois de plus accusé de se retirer volontairement dans le "ghetto", dans l'isolement de la guerre froide. A ce ton d'une combativité inhabituelle du PCF, la Ligue trotskyste de France a répondu en déclarant que si le PCF menait campagne indépendamment de tout lien front-populiste avec la bourgeoisie, elle envisagerait de donner en avril un soutien électoral violemment critique à Marchais comme un vote classe contre classe. Depuis, le PCF a lancé une violente campagne d'un tout autre genre contre les "ghettos" — et cette attaque chauvine contre les immigrés exclut actuellement, pour des révolutionnaires et pour d'ailleurs tous les ouvriers qui ont une conscience de classe, toute possibilité de soutenir la candidature de Marchais. Mais la plus grande partie de l'"extrême gauche" a une toute autre approche : dans le flot de la propagande anticommuniste et antisoviétique, ils condamnent le PCF comme "anti-unitaire" parce qu'il présente un candidat indépendant.

Ce que la LCR pseudo-trotskyiste a à en dire est résumé sur la première page de *Rouge* (17-23 octobre 1980) : "Pour battre Giscard : désistement !". Si le PS et le PCF se mettent d'accord à l'avance pour se désister en faveur du "candidat de gauche le mieux placé" disent-ils, on parviendra à "l'unité" pour chasser du pouvoir les représentants du capital. L'éternel Krivine donne le ton en se présentant comme le candidat du "désistement" par excellence, et ce thème est repris semaine après semaine, culminant dans le mot d'ordre : "Face à la droite, il y a une solution ! Désistement ! Gouvernement PC-PS !" (*Rouge*, 6-13 février). On ne peut s'empêcher de penser à l'époque où les "gauchistes d'antan" scandaient : "une seule solution : la révolution !". L'OCI réformiste de Pierre Lambert estime, elle, que le désistement au second tour ne suffit pas. Quand la LCR a proposé un bloc de propagande pour le désistement, l'OCI a répondu que la seule position logique de désistement était de ne pas présenter de candidat du tout (difficile de dire le contraire, n'est-ce pas Krivine ?). Et désormais, l'OCI continue de remplir son rôle de larbin du PS en appelant à voter dès le premier tour pour Mitterrand !

A entendre tous ces "pseudos", on finirait par croire que le trotskysme n'est que la déclinaison du mot unité : unir, unifié, uni, union, unitaire. L'OCI essaie de maquiller cela en se référant à une "stratégie" du front unique ouvrier qui aurait soi-disant été élaborée par l'Internationale Communiste des 4 premiers congrès. Or, pour Lénine et Trotsky, le front unique est une série de tactiques pour construire un parti bolchévique indépendant ; et la seule véritable unité des ouvriers est sur la base de leurs intérêts historiques de classe. Mais aujourd'hui tout ce baratin sur l'unité signifie tout autre chose : c'est un appel à peine voilé à la reconstitution de l'union de la gauche/front populaire, coalition de collaboration de classe qui incluait le minuscule Mouvement des radicaux de gauche bourgeois, comme caution de son engagement à ne pas transgresser le cadre de la domination de classe capitaliste. Cela a été clairement démontré lors des législatives de 1978, quand la LCR et l'OCI ont toutes deux appelé à la victoire de l'union de la gauche :

• *Informations Ouvrières*, hebdomadaire de l'OCI, traitait le 8-15 mars 1978 : "Si les dirigeants du PCF s'engagent aujourd'hui à se désister", le résultat sera : "le 12 mars : majorité PS-PCF ; le 19 mars : la victoire !". C'est-à-dire la victoire du front populaire bourgeois.

• *Rouge* du 15 mars 1978 proclamait "Partout, mobili-

sation dans l'unité pour battre la droite !".

La LCR et l'OCI ont toutes deux versé leur larme au moment de la défaite électorale du front populaire ! *Rouge* déclara que c'était le "prix de la division", *La Lettre d'IO* expliquant que tout était la faute du "PCF, bouclier de la Ve République". "L'union de la gauche est morte, vive l'union de la gauche !" était leur programme commun. Seule la LTF a avancé une politique d'opposition prolétarienne au front populaire bourgeois. Nous avons déclaré : "Les travailleurs doivent exiger comme condition minimum à un soutien électoral, que le PC et le PS rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois et avec le programme commun qui sert de cadre à cette alliance de collaboration de classe" (*Le Bolchévik*, mars 1977). Avant les élections, un tract spécial de la LTF mettait en garde :

"En appelant à voter PCF-PS, ces centristes appellent directement le front populaire au pouvoir. Mais quand les ouvriers se mobilisent pour exiger la satisfaction de leurs revendications de leur gouvernement, c'est le front populaire qu'ils trouveront en travers de leur chemin. (...) Aux cris de 'Il faut battre la droite' et 'Giscard dehors', la LCR et l'OCI ont adopté les raisons traditionnellement avancées par les stalinien pour justifier les fronts populaires".

Derrière la rupture de l'union de la gauche

Déjà à l'époque de la première rupture en septembre 1977, lors des négociations sur l'"actualisation" du programme commun de réformes capitalistes, les "deux grands" du pseudo-trotskysme français avaient une ligne pratiquement identique et demandaient tous deux que l'on recolle les morceaux du front populaire qui partait en lambeaux. L'OCI disait : "Assez de division ! Unité PCF-PS !" Et la LCR : "Il faut l'unité". Krivine et ses amis ont eu tendance à faire porter la responsabilité de la rupture autant aux stalinien qu'aux sociaux-démocrates, tandis que les lambertistes sont entrés dans leurs transes stalino-phobes. Une semaine après, *Informations Ouvrières* tonnait : "Marchais divise, Brejnev approuve", "à l'origine de la campagne de division : le rappel à l'ordre du Kremlin" et "la main de Moscou". Mitterrand lui-même n'est pas allé aussi loin dans la démonologie social-démocrate, se contentant de parler sournoisement de "conjonction d'intérêts" entre le PCF et le Kremlin.

Les fantasmes de l'OCI ne dépassent pas en général les frontières de cette organisation et de l'AFL/CIO de Meany ; par contre, les explications qu'elle donne sur la rupture de l'union de la gauche sont la version standard bourgeoise et social-démocrate, reprise sous une forme édulcorée par la plus grande partie de l'"extrême gauche" et des "eurocommunistes" qui fuient le PCF. Tout ce qui se passe serait dû à une soi-disant "volte face" du PCF. Etant donné que c'est manifestement un mythe de guerre froide, il est utile d'examiner de plus près comment le front populaire s'est vraiment effondré. On en apprend beaucoup sur la vie remarquablement brève du cirque eurocommuniste et sur la social-démocratisation avancée des milieux pseudo-trotskyistes de ces dernières années. Cela souligne plus particulièrement l'importance décisive de la question russe qui a donné naissance au trotskysme il y a quelque 50 années et qui, en grande partie, détermine la place qu'occupent aujourd'hui les différentes forces sur le spectre politique. Cela détermine aussi le contexte dans lequel les polémiques et les luttes politiques de l'élection présidentielle actuelle se déroulent.

Le politologue libéral Maurice Duverger parle de "néo-stalinisme" du PCF et compare son attitude actuelle à celle des débuts de la guerre froide : "Comme en 1947, au moment où le PCF s'est enfermé dans un ghetto (...)" (*Le Monde*, 6-7 novembre 1977). Thorez et ses camarades ne se sont bien sûr pas enfermés

eux-mêmes dans un ghetto — c'est la ligne violemment antisoviétique de la bourgeoisie impérialiste et de la social-démocratie internationale qui les y a mis. Sans que ces stalinien aient été responsables de la guerre froide, comme le soulignent certains historiens libéraux aujourd'hui. L'alliance "antifasciste" de la deuxième guerre mondiale s'est effondrée du fait de la contradiction fondamentale entre l'impérialisme mondial et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et aussi du fait de l'appétit naturel de la bourgeoisie à une contre-révolution sanglante afin de récupérer pour l'exploitation capitaliste le vaste territoire perdu dans la Révolution d'Octobre. Mais on peut assurément faire un parallèle : tout comme la rupture du gouvernement d'union nationale tripartite d'après-guerre était un sous-produit de l'effondrement de l'alliance américano-soviétique, l'union de la gauche a en partie été la victime du déclin de la "détente" et de la résurgence de l'antisoviétisme des impérialistes dans les années 70.

En 1978, en pleine campagne électorale, les sociaux-démocrates ont déclaré que c'est à cause du refus du PCF "de se trouver en désaccord avec la politique extérieure des pays de l'Est, sur quelque question que ce soit..." et des attaques de Marchais contre le "soi-disant atlantisme" de la politique socialiste que la rupture des négociations de l'union de la gauche s'est produite en septembre 1977 (*Le Monde*, 1er février 1978). De fait, le premier point de désaccord profond entre le PCF et le PS a été la politique nucléaire de la France et les alliances internationales. Le PCF, qui cherchait comme d'habitude à se faire passer pour plus patriote que la bourgeoisie, s'était prononcé en faveur de la force de frappe de de Gaulle et pour une politique de "défense" nucléaire tous azimuts dirigée tout particulièrement contre l'Allemagne de l'Ouest. En août, Mitterrand qualifia de "neutralisme voilé" cette politique et réaffirma en termes énergiques sa fidélité à l'OTAN. "Quitter l'alliance atlantique sans une alliance de rechange n'aurait pas de sens" (*Le Monde*, 9 août 1977). Comme le faisait remarquer la monographie publiée par la US National Defense University : "dans les négociations entre le PC et le PS pour l'actualisation de la plateforme de défense du programme commun de 1972, Mitterrand aurait aussi bien pu parler au nom du gouvernement" (*The French Communist Party, Nuclear Weapons and National Defense: Issues of the 1978 Election Campaign*). Et ce ne sont pas seulement les sociaux-démocrates qui ont défendu l'OTAN avec vigilance ; les Etats-Unis sont intervenus avec insistance au milieu de la campagne électorale pour montrer clairement qu'ils ne toléreraient pas la présence de communistes dans les gouvernements d'Europe occidentale. En novembre 1977, le général Alexander Haig, alors haut-commandant de l'OTAN à Bruxelles, fit savoir que la présence des communistes dans le gouvernement "pourrait gêner la communication des informations hautement secrètes, et inciter ces gouvernements à reléguer au second plan le financement des dépenses militaires" (*L'Humanité*, 30 novembre 1977).

Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, dans une autre intervention politique inhabituelle, a prévenu que si l'union de la gauche arrivait au gouvernement, les ministères de la Défense, des Affaires Etrangères et de l'Intérieur ne devraient pas être aux mains du PCF. En janvier, une déclaration de l'ambassade américaine à Rome, qui fit beaucoup de bruit, disait que les Etats-Unis n'étaient "pas favorables à une participation des communistes aux gouvernements d'Europe occidentale". Et au même moment, Jimmy Carter, dans un voyage éclair à Paris au cours duquel il a été jusqu'à rendre visite à Mitterrand dans un tête-à-tête sans précédent, qualifiait l'action du dirigeant du PS de "bénéfique". On n'avait pas vu une telle interférence dans la vie politique d'Europe occidentale

depuis des années. Il ne fait aucun doute que l'on avait à faire à un *diktat* de Washington.

Portugal 1975: les impérialistes prennent peur

Ce n'est évidemment pas seulement un complot de la CIA qui a empêché le PCF d'arriver au gouvernement et qui a conduit à la rupture de l'union de la gauche. Mais nous sommes loin d'un Moscou ordonnant à Marchais qu'il retourne dans son "ghetto" ou d'un désir pervers du PC d'empêcher un gouvernement de front populaire, comme le prétendent beaucoup de sociaux-démocrates et de pseudo-trotskyistes. C'est plutôt que les bourgeoisies impérialistes se sont opposées en chœur à l'"expérience" du front populaire, et cette opposition s'est exprimée par la voix de leur courroie de transmission dans la gauche. La première crise de l'union de la gauche a eu lieu le 14 septembre 1977, lorsque le dirigeant des radicaux de gauche Fabre quitta l'union de la gauche en protestant contre le PCF qui demandait une extension des nationalisations; voilà comment une minuscule formation bourgeoise, le Mouvement des radicaux de gauche, agit comme garant des intérêts capitalistes dans la coalition de gauche — tout comme nous l'avions dit. Les appétits suivistes de Krivine et Bensaïd étaient tellement puissants que, même devant une preuve aussi spectaculaire, la LCR a continué à nier que l'union de la gauche était un front populaire.

C'est sur cette même question des nationalisations que, une semaine après, le PS a posé son propre ultimatum-refus. Auparavant le PS avait refusé de prendre une position claire sur les ministres communistes dans un "gouvernement de gauche". Son message était: n'ayez pas peur d'un danger révolutionnaire à cause du PCF, Mitterrand est là. Les causes de ce tournant à droite des socialistes ne sont pas seulement, ni même principalement en France. C'était l'aboutissement d'une longue controverse dans l'Internationale socialiste sur la coopération avec les PC d'Europe occidentale. On avait d'un côté les sociaux-démocrates "nordiques" (en particulier le SPD de Helmut Schmidt) fortement opposés à toute forme d'alliance avec le PC, et de l'autre leurs collègues méditerranéens qui voyaient dans les fronts populaires un moyen de "modérer" l'influence du PC dans des contextes politiques plus à gauche. Cela a causé un esclandre entre Mitterrand et Schmidt lors d'une conférence de la Deuxième Internationale à Helsingor, au Danemark, en janvier 1976. Le chancelier ouest-allemand soulignait en particulier la "menace" que représentait pour l'OTAN et le Marché commun "toute sorte de coopération" avec les communistes.

Mitterrand a défendu l'union de la gauche et organisé à Paris, une semaine plus tard, une conférence des sociaux-démocrates "méditerranéens" pour y faire approuver sa position. Mais un mois plus tard, le "front méditerranéen" se brisait: Mario Soares du Parti socialiste portugais et Felipe Gonzales du PSOE annonçaient à Vienne qu'aucune alliance avec les communistes n'était possible. "Monsieur Soares a



L'Internationale Socialiste se partage le gâteau... de la CIA

été catégorique: son parti ne peut collaborer avec le Parti communiste portugais, notamment en raison des positions staliniennes de ce dernier" (*Le Monde*, 14 février 1976). A la mi-mars, les dirigeants des partis socialistes européens se réunissaient à Porto et Mario Soares y fit approuver son refus absolu de toute alliance avec le PCP de Alvaro Cunhal. Ce refus avait d'autant plus de signification que durant cette période le PS et le PCP avaient ensemble une confortable majorité au Parlement portugais, et que Cunhal appelait à un "gouvernement de gauche". Soares lui préféra un gouvernement instable avec une minorité social-démocrate qui finit par ouvrir la voie aux forces de droite au fur et à mesure du déclin de l'ardeur révolutionnaire.

Comment ce tournant social-démocrate s'est-il produit? Il y a eu effectivement complot, mais c'est

loin d'être celui dont parlent l'OCI et les autres. Avant la rencontre d'Helsingor, les Etats-Unis ont fait tout ce qu'ils ont pu pour "persuader" les partis socialistes d'Europe occidentale de s'opposer à ceux qui sont favorables à la coopération avec les partis communistes français et italien:

"Des socialistes et des sociaux-démocrates à Bonn, Paris et Stockholm rapportent que les ambassadeurs leur ont rendu visite sur ordre du Dr Kissinger. "Le fond de leur message — selon plusieurs sources — était que malgré des signes d'indépendance de plus en plus nombreux des partis communistes français et italien, le communisme n'avait pas fondamentalement changé de buts et les socialistes commettraient une erreur fatale s'ils croyaient que le communisme était moins dangereux qu'auparavant (...). "Selon un représentant officiel américain, ils n'avaient pas entendu de tels discours depuis l'époque de John Foster Dulles. "Les pressions américaines ont été vives et généralisées. A Paris, l'ambassadeur Kenneth Rush a dit à Claude Estier et Gilles Martinet du Parti socialiste que les Etats-Unis 'ne toléreraient pas' de participation des communistes dans un gouvernement français, ont-ils dit".

— *New York Times*, 5 février 1976

Quant au fameux "Comité de solidarité pour la démocratie et le progrès social au Portugal" qui a convoqué



Mise à sac d'un local du PC portugais en 1975

la rencontre de Porto, c'est le canal par lequel la CIA a envoyé plusieurs millions de dollars par mois aux socialistes portugais par l'intermédiaire du SPD de Schmidt. Le parti de Felipe Gonzales a bénéficié lui aussi de doses massives de deutsche marks durant la période cruciale qui a suivi la mort de Franco. Et pour compléter le tableau, le SPD aurait, selon plusieurs sources, copieusement financé la campagne du PS lors des législatives de 1978. Il ne fait aucun doute que si l'un de ces partis avait été en coalition gouvernementale avec un parti communiste, ses subventions lui auraient été retirées jusqu'au dernier pfennig.

Il faut donc être clair: les fortes pressions de la bourgeoisie, les menaces de Washington, les dollars et les deutsche marks y sont pour beaucoup dans le fait que les partis communistes du sud de l'Europe n'ont pas participé aux gouvernements dans les années 1975-78. Les impérialistes ont dit non, et les sociaux-démocrates ont marché. Mais encore une fois, ce n'était pas qu'un complot. Dans le genre, c'était loin d'être au niveau de l'intervention des Américains en 1947-48 pour évincer le PC des gouvernements français et italien. De plus, les bourgeoisies européennes et les partis socialistes étaient plus que disposés à le faire. Le Portugal fut pour eux un tournant clé: ils ont vu avec angoisse le ferment révolutionnaire sur les rives du Tage, où le PCP de Cunhal subissait les énormes pressions des forces centristes à son propre flanc gauche. La bourgeoisie exigeait par des garanties à toute épreuve que la loyauté des "communistes" soit sans réserves. Mais, même si les dirigeants du PCF parlaient d'eurocommunisme et supprimaient même toute référence à la dictature du prolétariat dans le programme du parti, ils refusèrent de hurler avec les loups impérialistes et sociaux-démocrates contre un soi-disant danger de "coup de Prague" à Lisbonne sous la direction du stalinien Cunhal. La bourgeoisie exigeait de Marchais des garanties qu'il n'était pas prêt à lui fournir parce qu'il ne savait pas ce qu'il recevrait en retour.

L'eurocommunisme face aux échéances

Comme nous l'avons déjà dit, l'eurocommunisme est une étape transitoire dans la social-démocratisation des partis staliniens. Les staliniens, qui sont réformistes depuis plus d'un demi-siècle (depuis qu'ils ont laissé le fascisme hitlérien arriver au pouvoir sans rien faire), sont définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois contre la révolution prolétarienne. Pourtant ils étaient à l'origine essentielle-

ment liés à la bureaucratie du Kremlin, et lorsque l'impérialisme a attaqué l'Union soviétique ils ont été capables de se retrancher dans une situation de forteresse assiégée. Trotsky a fait remarquer qu'avec les années la politique stalinienne du "socialisme dans un seul pays" conduirait à l'effondrement du Comintern, au fur et à mesure que les PC hors de l'URSS s'inféoderaient à leurs "propres" bourgeoisies. Mais pour être acceptés comme partenaires gouvernementaux "normaux", à la manière du parti travailliste britannique ou du SPD, et pas seulement comme dernier recours pour parer à la menace imminente de révolution (comme dans les fronts populaires des années 30 et d'après-guerre), les staliniens doivent répondre aux exigences des impérialistes qui veulent qu'ils rompent totalement avec Moscou. C'est ce qu'ils ont exigé du PCF.

Mais les réformistes veulent aussi des garanties. Malgré tous leurs députés, maires, conseillers municipaux et malgré leur budget annuel de 80 millions de francs, il arrive que Marchais et ses collègues bureaucrates de la place du colonel Fabien se demandent ce qui leur arriverait en cas de crise. Ils ont exprimé leurs craintes au congrès du PCF qui a désigné Marchais comme candidat aux présidentielles: les dirigeants du parti ont fait remarquer que "trois fois",

en 36, 47 et 72, "l'union PC-PS, pourtant née dans l'enthousiasme, s'est mal terminée". Il suffit de voir ce qui est arrivé à Monsieur Eurocommunisme en personne, le dirigeant du PCE, Santiago Carrillo, qui n'a pas eu cette prudence et qui s'est prononcé à 100% pour le roi et la patrie. Qu'a-t-il reçu en échange? Il a été kidnappé par la garde civile et le coup d'Etat qui n'échouera peut-être pas la prochaine fois pourrait bien rejeter son parti dans la clandestinité.

Quand les impérialistes et les sociaux-démocrates se sont mis à renoncer aux "expériences" de front populaire, la réaction de Marchais et Cie a donc été de s'éloigner un peu de leurs petits copains eurocommunistes. En décembre 1979, le PCF a lancé une mini-campagne contre les missiles américains pointés sur les masses travailleuses soviétiques. En janvier 1980, Marchais a condamné l'impérialisme en Afghanistan et s'est prononcé en faveur de l'intervention soviétique. (Par contre le PCI traître de Enrico Berlinguer et le PCE de Carrillo se sont joints au chorus impérialiste contre l'Union soviétique). La presse bourgeoise a vu là le point de rupture du PCF avec l'eurocommunisme. C'est aussi sur ces questions que les dirigeants sociaux-démocrates se basent dans la campagne électorale actuelle pour affirmer que l'union de la gauche est impossible. A "Cartes sur Table", Mitterrand parlait d'une "sorte de retour au ghetto désiré dans lequel [les communistes] se sont à nouveau enfermés". Quand on lui a demandé ce qu'il pensait de la possibilité de ministres communistes dans le gouvernement, le candidat du PS a répondu "(...) tant qu'ils resteront alignés sur des positions étrangères, sur des affaires aussi graves que celle de l'Afghanistan, il ne me paraît pas raisonnable de penser (...) qu'il y ait des ministres communistes" (*Le Monde*, 18 mars).

Le PCF peut donc à juste titre parler de chantage de la bourgeoisie et du PS — mais depuis le temps (trois fois c'est trop?) et même sans l'aide du programme trotskyste, l'empirisme le plus primaire suffit pour se rendre compte que c'est une constante en politique. Question: quelle est donc l'alternative du PCF? Réponse: il n'y en a pas. Le PC serait prêt à conclure une alliance de front populaire dès demain si le climat politique international changeait. Dans son rapport au congrès du parti qui a désigné Marchais comme candidat, son lieutenant Charles Fiterman réaffirmait: "Notre ligne est de chercher l'union de toutes les forces populaires, l'union de la

Ecrasez la junte!

Suite de la page 18

trale est une "solution finale". Reagan meurt d'envie d'en découdre ; il veut que le sang coule à flots. Et puisque le pouvoir impérial le plus puissant de cette époque le désire, le sang va couler. C'est un fait. Alors pourquoi tout ce baratin sur une solution politique ? Les régimes populistes d'Amérique latine comme le Mexique, et les sociaux-démocrates américains en causent. C'est du domaine du rêve du fumeur d'opium. Ils feraient bien de cesser de s'intoxiquer à grandes bouffées de détente, parce qu'il s'agit d'une affaire sérieuse. C'est pourtant la même utopie dangereuse qu'on entend dans la bouche des victimes en puissance, la direction sandiniste au Nicaragua et les porte-parole de la gauche salvadorienne. Ils feraient bien de tirer les conclusions des rebuffades US. *Reagan est aux côtés de ses bouchers.*

Cette fois-ci, la junte du Salvador n'aura pas droit à une tape sur les doigts au nom des "droits de l'homme". La raison en est que le problème qui se pose là-bas est une bataille de classes à l'échelle internationale. En conséquence les seules réponses valables sont des réponses de classe : le programme et la perspective de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi nous disons — et ça a semblé être "à côté de la plaque" pour beaucoup de gens de gauche au début — que "la défense de Cuba et de l'Union soviétique commence au Salvador !". Les événements de la dernière semaine ont avec force confirmé cet avertissement. Par exemple, un représentant au Congrès, un libéral, s'est lamenté qu'on en revenait à la "diplomatie de la canonnière" — il a parfaitement raison. La radio espagnole a annoncé mardi dernier qu'il y a en ce moment plus de 40 navires américains dans la mer des Caraïbes qui essaient d'intercepter les cargaisons d'armes à destination du Nicaragua et de la gauche salvadorienne. Reagan répond aux préoccupations des libéraux qui craignent de s'empêtrer dans un "nouveau Vietnam" en affirmant qu'il veut régler le problème "à sa source" qui, prétend-il, est Cuba et l'URSS. C'est bidon en fait, mais c'est la politique des USA. Alors aujourd'hui Washington dit à Moscou que les accords SALT dépendent de la victoire de la junte au Salvador. La Havane s'entend affirmer qu'à moins d'interrompre ses livraisons d'armes à la gauche salvadorienne elle devra faire face à un blocus naval.

Et ensuite ? Appelez-vous ce qu'a dit le diplomate soviétique qui a négocié le recul des Russes lors de la crise des fusées en octobre 1962. Il a dit : "Nous ne permettrons plus jamais cela". Et le Kremlin ne parlait pas pour ne rien dire. Alors, où les libéraux et les sociaux-démocrates se trouveront-ils dans le cas d'une nouvelle affaire des fusées cubaines ? Je me souviens très bien comment les choses se sont déroulées la dernière fois. Le Socialist Workers Party, le SWP, qui était une organisation trotskyste avant d'emboîter le pas au castrisme au début des années 60, avait construit un groupe "cache-sexe" pro-cubain, le Fair Play for Cuba Committee [Comité pour jouer

sait sans protection véritable devant l'impérialisme américain.

Alors c'est ça qui cloche avec ces coalitions et cette politique de collaboration de classes de la part de ces prétendues ailes gauches et forces révolutionnaires. Quand on en vient au cœur des choses, ils paralysent l'efficacité de l'action des organisations ouvrières, parce qu'ils essaient de se dérober aux contradictions fondamentales. Alors que la chose principale que les marxistes ont toujours fait remarquer est qu'après que tout ait été dit et fait, on est ramené à la division en classes : c'est comme être d'un côté ou de l'autre d'un piquet de grève. Dans une guerre civile, on est d'un côté ou de l'autre, ou bien, quand il n'y a pas de différence qualitative du point de vue du prolétariat, on s'oppose de façon révolutionnaire aux deux côtés. Mais ces réformistes essaient de *cache* cette distinction. Alors la question que je poserai là-dessus c'est : qu'est-ce qui va se passer quand on aura une nouvelle crise comme celle de Cuba ? Tous ces libéraux qui causent actuellement de "laisser le peuple du Salvador décider", où seront-ils, et où seront les coalitions bâties sur cette politique ? On n'échappe pas à la question de classe.

Reagan a donc choisi le Salvador et l'Amérique centrale comme l'axe autour duquel il va relancer sa guerre froide. Et c'est la question de l'Union soviétique et des Etats ouvriers dégénéré et déformés qui sera au centre de la bataille politique. Comme trotskystes, nous prenons parti là-dedans. Nous critiquons les illusions qu'ont dans la détente un Brejnev ou un Castro — au fait, Castro a soutenu Carter contre Reagan en novembre dernier, mais qui donc a posé les jalons de ce qui arrive au Salvador, si ce n'est Carter ? Nous sommes pour chasser cette caste stalinienne qui par ses tentatives de conciliation avec l'impérialisme mine les fondements de la domination prolétarienne. Et ceci fait partie de notre programme général pour la défense inconditionnelle des acquis de la Révolution d'Octobre et de leur extension. Donc, pour préparer le prolétariat à sa tâche, les mots d'ordre clé sont : "Défense de Cuba et de l'URSS".

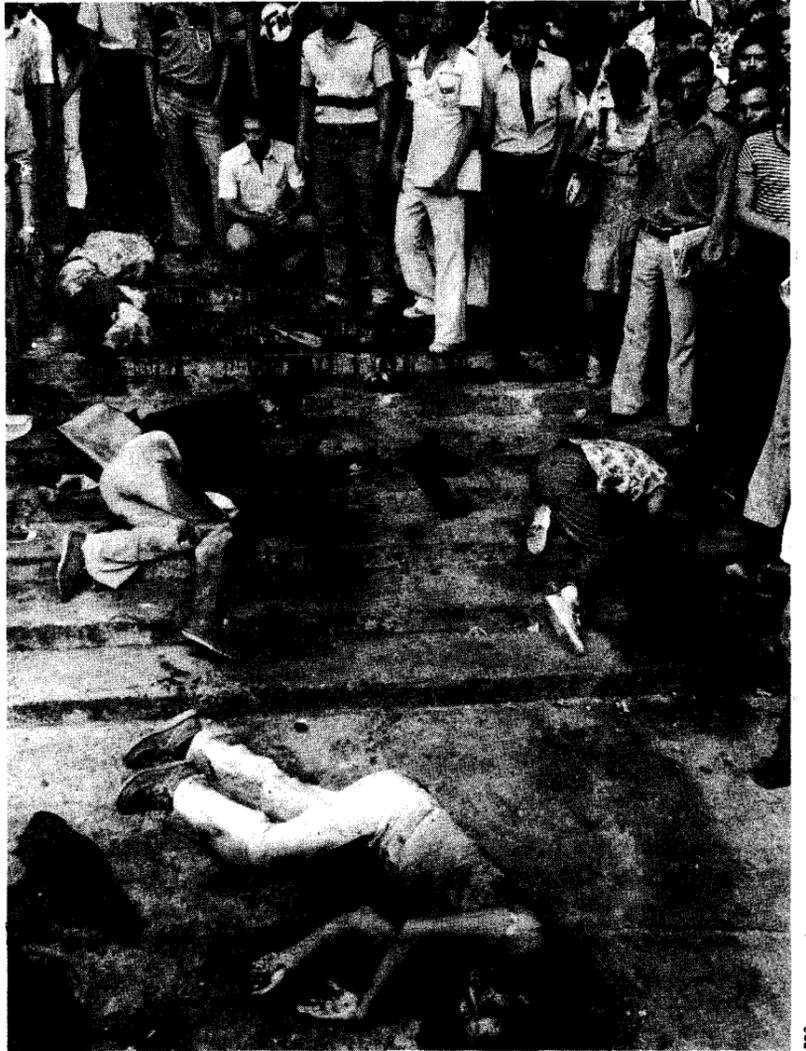
Assez de ces parlottes sur une "solution politique" avec la junte sanguinaire : "Victoire militaire aux insurgés de gauche au Salvador !" et "Rompez avec la bourgeoisie !". Au Nicaragua il n'y a pas de solution intermédiaire, la seule voie c'est : "Expropriiez la bourgeoisie !" et "Embrasez l'Amérique centrale par la révolution ouvrière !".

Jetons un bref coup d'oeil sur le Salvador et sur une partie des 160 années écoulées depuis qu'il a conquis l'indépendance contre l'Espagne. Tout d'abord, le Salvador n'est pas une République bananière, c'est une République caféière. Depuis la fin des années 1800, sa principale exportation a été ce petit grain vert qui se transforme en or pour les magnats du café. Mais plus que tout, c'est l'archétype du pays gouverné par une oligarchie. La classe dirigeante consiste en un très petit nombre de familles — celle des Hill (la plus puissante) ; ou encore celle des Alvarez. Ce sont des familles dynastiques qui contrôlent tout. Ils sont les latifundiaires, les généraux, les évêques, les présidents, etc. Au Salvador, ils appellent cette oligarchie les 14 familles. Quelqu'un a fait une étude là-dessus récemment et a découvert qu'il y en avait en fait 60. Alors si vous voyez une différence...

Si vous voulez vraiment vous faire une idée du Salvador, je vous conseille de voir un film qui passait

il y a un certain temps et qui s'appelle *Viva Maria!*, avec Brigitte Bardot, Jeanne Moreau et George Hamilton. [...] C'est vraiment un navet, bien sûr, mais ça contient tous les stéréotypes d'une société latino-américaine dirigée par une oligarchie. On y voit des roues de torture avec des paysans attachés dessus qui tournent lentement avec le vent ; des paysans en file indienne, pieds nus sur des pistes poussiéreuses, encadrés par des contremaîtres brutaux qui vont et viennent le long de la file avec fusils et fouets. Le problème, c'est que si vous parcourez les routes du Salvador c'est juste ce que vous pourrez voir.

C'est une société meurtrière avec beaucoup de caractéristiques semi-féodales. Mais seulement semi-féodales, parce qu'elle a toujours produit pour le



Tuerie d'extrême droite devant la cathédrale de San Salvador

marché mondial depuis au moins un siècle. Dans une telle situation vous avez des revendications démocratiques profondément ressenties. Se débarrasser de ces bouchers, pas vrai ? Pourquoi 14, ou 60 familles devraient-elles régner sur tout le monde ? La revendication : la terre aux paysans qui la travaillent. Et pour l'émancipation nationale par rapport à la tutelle impérialiste qu'exercent les USA, directement et par leurs intermédiaires locaux. En Amérique latine aujourd'hui, les revendications démocratiques bourgeoises sont des questions révolutionnaires brûlantes. Mais nous, trotskystes, n'appelons pas pour autant à une "révolution démocratique", comme le font les stalinien et les sociaux-démocrates. La contribution fondamentale au marxisme de Léon Trotsky et de la Révolution russe, c'est que nous comprenons que dans cette ère impérialiste on ne peut obtenir de véritable démocratie (particulièrement pour les masses opprimées) si ce n'est pas les travailleurs qui la conquièrent en établissant leur propre domination de classe.

La raison en est que si certaines de ces forces capitalistes "démocratiques" arrivent finalement au pouvoir, elles devront mener une répression qui ne sera pas bien différente de celle menée par les tyrans et patriarches qui les ont précédées. Pourquoi ? Si ces dictateurs sont la norme en Amérique latine, c'est avant tout parce qu'on y trouve une bourgeoisie très réduite qui règne sur une très importante population de paysans et de prolétaires ou de plébiens que leurs conditions misérables poussent continuellement à une fermentation révolutionnaire. Et la seule façon de les mater est une forme ou une autre de régime bonapartiste — vous savez, la statue équestre sur la place —, dictatures militaires qui aboutissent finalement à la terreur à une échelle de masse. Dans le même ordre d'idées, j'étais en train de faire une traduction l'autre jour et j'ai été frappé par le fait qu'il y a un nombre de mots absolument dingue pour dire coup d'Etat en espagnol. J'ai vérifié ; il y a 297 noms pour ça. Si on ajoute les verbes, ça fait plus de 580 ! Plus que pour "neige" en esquimau. La raison en est bien sûr qu'il y a beaucoup de neige dans l'Arctique, et beaucoup de coups d'Etat en Amérique latine. Avec ça, au Salvador ils viennent d'avoir leur premier



Le Bolchévik

Où sont les armes soviétiques pour les insurgés du Salvador ?

franc jeu avec Cuba]. Les yeux tournés vers les libéraux, ils ne parlaient que d'"autodétermination" et de "bas les pattes" devant Cuba. Mais quand est survenue la crise des fusées, quand les choses sont devenues sérieuses, grosse surprise : tous les libéraux s'en sont allés. Il n'était plus question de "fair play" pour Cuba, mais de "quel est ton camp, camarade ?" car c'était une question de classes. Et le SWP a capitulé devant les pacifistes libéraux en refusant de critiquer Khrouchtchev, alors que même Castro, leur idole, était opposé à l'accord, et que les masses cubaines étaient rendues furieuses par cet accord qui les laissait

président civil en 50 ans. Son nom ? José Napoléon Duarte — Joe Napoléon !

Au Salvador, pays par excellence de l'oligarchie du café, cette tendance à la domination bonapartiste s'exprime de manière dramatique. Car le pays a constamment subi une domination militaire depuis 1932. C'est la plus longue période ininterrompue de gouvernement militaire dans tout le continent. Et ce n'est pas par accident. Pourquoi ? Parce que le Salvador est la région la plus productive d'Amérique centrale, celle qui fournit des récoltes d'un bout à l'autre du pays — c'est comme une gigantesque plantation. Et quand ils se sont mis au café, ils ont simplement éjecté des centaines de milliers de paysans de leur terre, ce qui fait que le pourcentage de paysans sans terre devenus ouvriers agricoles au Salvador est bien plus élevé que partout ailleurs en Amérique latine. Les conditions sont très semblables à celles de l'Etat du Morelos dont est issu E. Zapata, à l'époque de la révolution mexicaine, et bien sûr la révolution mexicaine a eu un impact important dans ce coin de l'Amérique centrale.

Quand s'est produit un krach financier international, l'effondrement économique capitaliste de 1929, la terreur traditionnelle s'est relâchée et les paysans sans terre ont commencé à relever la tête. L'oligarchie a vu se rassembler les nuages qui annoncent la tempête et elle a décidé d'écarter le réformateur, pour le remplacer par un général-bourreau diplômé nommé Maximiliano Hernandez Martinez. Le Parti communiste a lancé un appel à l'insurrection auquel les masses rurales ont répondu massivement. Le résultat a été une répression incroyablement sanglante. 30.000 personnes sont mortes, dans un pays d'à peine 2 millions d'habitants. Par comparaison, c'est comme exécuter 3 millions de gens aux Etats-Unis. Et depuis lors cela a été le thème dominant de la politique salvadorienne. Tout le monde sait que si les choses s'emballent, ça va être à nouveau comme en 1932. Alors c'est à cela que les organisations révolutionnaires qui prétendent diriger le prolétariat doivent se préparer, à un autre 1932, mais où les travailleurs et les paysans puissent gagner cette fois !

Cela a été la première insurrection sous direction communiste en Amérique, et la réponse a été la plus longue des dictatures militaires de l'hémisphère occidental. Il y a là une étroite relation, et le Salvador exprime sous une forme concentrée les conditions de la domination bourgeoise dans toute l'Amérique latine. C'est ce qui est au cœur de la théorie et du programme trotskystes de la révolution permanente, précisément le fait que dans les pays arriérés la bourgeoisie, très faible, ne peut pas gouverner indépendamment de l'impérialisme et des éléments semi-féodaux ou contre eux. En fait, ils sont alliés intimement, et ils ne peuvent pas réaliser une révolution bourgeoise démocratique ; l'histoire des révolutions française et anglaise ne peut se reproduire là-bas. Parce que la classe dominante n'est pas beaucoup plus qu'une "bourgeoisie-succursale". Toutes les "expériences" de démocratie bourgeoise en Amérique latine ont misérablement échoué. Il y a quelques dizaines d'années, l'Uruguay passait pour la Suisse de l'Amérique latine. Le Chili, pour une parcelle d'Europe transportée en Amérique du Sud. Et ils avaient l'Alliance pour le progrès pour couronner le tout. Jetez un coup d'oeil à l'Uruguay et au Chili aujourd'hui.

Alors pourquoi est-ce que cela arrive partout ? C'est ce que les trotskystes comprennent, alors que les stalinien et les sociaux-démocrates sont toujours amèrement surpris. Voyez-vous, ces réformistes prétendent toujours qu'il peut y avoir une espèce d'étape démocratique-bourgeoise, ou une étape anti-impérialiste, ou anti-oligarchique, anti-féodale, antifasciste, etc. Quand on entend toute cette rhétorique, il faut s'arrêter et se demander : qu'est-ce qui manque dans tout ça ? C'est anti-tout et plein de terminologie à résonance marxiste, mais il n'y a pas de référence à la révolution prolétarienne. N'est-ce pas ? Alors tous ces termes imaginatifs sont essentiellement là pour couvrir le fait qu'ils refusent de lutter pour la révolution prolétarienne. En fait, ils essaient simplement de mettre en place une espèce de

moyenne qui habite des banlieues nommées Colonia Kennedy, Colonia Country Club, ou Colonia Sears. Qui sont toutes disposées comme Levittown [banlieue petite-bourgeoise aisée près de New York]. Mais vous poussez deux rues plus loin et vous tombez sur une pauvreté presque incroyable. Même aujourd'hui c'est un vrai progrès quand vous pouvez avoir un toit de tôle ondulée ! En d'autres termes, les conditions de vie des masses sont peut-être pires qu'il y a 30 ans.

Une partie des raisons d'une misère si écrasante, d'une classe moyenne si faible, est que le cadre national étroit ne permet pas un véritable développement économique. Tout essai de développement dans le cadre capitaliste est condamné à l'échec, parce que vous montez une usine de conserves par-ci, une usine Revlon par-là ; et bientôt elles sont toutes en concu-



Cortège de la LTF à la manifestation Salvador du 25 février

régime capitaliste plus libéral ou "progressiste", qui se retournera en définitive contre les travailleurs et les réprimera tout comme ses prédécesseurs. Et seuls les trotskystes disent la vérité : pour conquérir les revendications classiques de la révolution bourgeoise, aujourd'hui, il est nécessaire que la classe ouvrière prenne le pouvoir et établisse sa propre domination de classe. C'est la seule alternative à la contre-révolution sanglante.

Le cas typique en Amérique latine c'est le Chili. En fait, le Chili a une structure de classes de caractère plus européen, et a toujours eu depuis les années 30 des partis réformistes, voire centristes, numériquement importants. En conséquence, ils ont également eu leur expérience de front populaire. Ils ont eu une série de fronts populaires de 1936 à la fin des années 40. Le dernier était avec le général Gonzalez Videla, qui s'appuyait principalement sur le Parti communiste. Il est arrivé au pouvoir en 1945, et en 1947 il avait envoyé tout le PC en camps de concentration. Il y a aussi l'autre alternative, la variante Pinochet, où l'Unidad Popular d'Allende s'est comportée comme un obstacle à ceux qui voulaient dépasser les bornes du capitalisme. L'UP fut portée au pouvoir par une montée de la classe ouvrière — très enthousiaste au début —, mais qui s'épuisa progressivement ; alors la réaction impérialiste et la bourgeoisie locale ripostèrent. Dans chacune de ses variantes le front populaire est un obstacle à la révolution.

Rompez avec la bourgeoisie !

Pour en revenir au cas du Salvador, il y a d'autres limites au développement économique bourgeois et à toute espèce de prospérité véritable ou au progrès social dans la région. C'est que toute cette région est balkanisée en minuscules pays. Fondamentalement, toute l'Amérique latine est à de nombreux égards une grande nation, à l'exception du Brésil. Mais c'est encore plus vrai dans le cas de l'Amérique centrale. Elle est sortie de la domination coloniale sous la forme d'un Etat unique fédéré, mais la bourgeoisie était si dispersée qu'elle n'a pas tardé à se fragmenter. Le résultat, c'est que vous avez maintenant le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et Panama, aucun d'entre eux n'étant économiquement viable. Bien sûr, ils ont chacun leur raffinerie de pétrole. Chacun d'entre eux a une usine pour la mise en bouteilles de Coca-Cola — encore que, avec l'élection des républicains, ils vont probablement passer au Pepsi-Cola (le Times a fait remarquer l'autre jour que les affaires de Pepsi marchent toujours mieux quand les républicains sont en place). Et ils ont leurs grands magasins Sears-Roebuck pour la chétive classe

rence et les bourgeoisies locales se prennent à la gorge parce qu'il n'y a pas de marché pour leurs produits. Un exemple, la "guerre du football" entre le Salvador et le Honduras en 1969. C'était une des guerres les plus ridicules de l'histoire de l'Amérique latine, mais elle n'avait rien à voir avec le football. Ce qui s'est passé, c'est que le Marché commun d'Amérique centrale a été mis en place en tant que partie intégrante de l'Alliance pour le progrès ; ils étaient censés produire des bidules dans un pays et des scoubidous dans l'autre, pour entrer dans la "phase de décollage", et Walt Rostow en personne serait venu leur remettre un prix.

C'était comme ça en théorie. Mais le Salvador, un peu plus développé, s'est mis à s'industrialiser comme des fous, et le Honduras n'a pas tardé à se plaindre que son marché était envahi. Pendant ce temps des tas de paysans traversaient la frontière, car l'encombrement des terres est très élevé au Salvador. Le Honduras a alors accusé d'impérialisme son voisin (qui n'est pas plus grand que le Maryland) et a expulsé des milliers de squatters. Les deux pays ont attisé l'hystérie populaire et ça a éclaté sous forme de guerre après un match de football au résultat contesté à Mexico. Mais le point de départ, c'était la compétition entre ces petits Etats économiquement non viables. Cette "guerre du football" a mis fin au Marché commun d'Amérique centrale ; depuis il n'y a pratiquement pas eu d'industrialisation. Si la classe ouvrière prenait le pouvoir, ce ne serait pas bien sûr pour une minuscule "République socialiste du Salvador", mais dans le cadre d'une fédération socialiste liant toute l'Amérique centrale au Mexique, le véritable bastion industriel potentiel de la région. C'est là la précondition de tout développement économique réel.

Un autre aspect important de la situation au Salvador est la polarisation extrêmement nette entre droite et gauche, reflet de l'énorme fossé qui sépare les classes. Autre exemple dramatique : en Amérique latine, il y a un certain code sur la manière de mener une dictature. Auparavant, par exemple, les gens de gauche emprisonnés étaient relativement bien traités, parce que tout le monde (geôliers inclus) savait qu'après avoir tourné sa veste, un de ces types pourrait être le prochain président du cabinet ministériel. Maintenant tout a changé, après l'Alliance pour le progrès, qui a conduit à la dissémination systématique par l'impérialisme américain "éclairé" de méthodes de torture inspirées des nazis. Une autre règle de ce jeu veut que les choses suivent une sorte de cycle. Aussi longtemps que les masses seront maintenues dans une misère sans fond, il se produira périodique-

Abonnez-vous!

Un an : (9 numéros):
 France 30 F, hors Europe 40 F (avion : 60 F)
 Etranger : mandat poste international

Pour toute commande:
 Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cédex 10

ment, de façon inévitable, des vagues de protestations massives qui secoueront la population. Et la règle c'est que quand elles atteignent leur paroxysme, on laisse passer, et on attend la suite. Pas au Salvador.

L'an dernier, le 22 janvier, 200.000 personnes ont défilé au centre de San Salvador. Il y a là la traditionnelle plaza centrale, avec le palais national et la cathédrale (vous savez bien que dieu bénisse El Benefactor), la banque nationale (que Mammon [dieu syrien président aux richesses] bénisse El Benefactor), et pour terminer le ministère de la Défense (que les canons bénissent El Benefactor). Bref, la foule entre sur la place, contourne la cathédrale et commence à dépasser la banque nationale et le palais présidentiel. Deux cent mille personnes, et que fait le gouvernement ? Il dispose des tireurs d'élite sur les toits, et ils mitraillent la foule. Ils ont tué 200 personnes et en ont blessé 300. Ça s'appelle jouer avec le feu [...]. Mais il y a une raison à ça. La bourgeoisie salvadorienne sait que sa situation est précaire depuis longtemps; c'est pourquoi il n'y a eu aucune véritable tentative de la part d'éléments bourgeois d'opposition de contester la domination militaire dans les cinq dernières décennies. Cette sorte de massacre éhonté fait aussi partie du tableau — elle est nécessaire de leur point de vue de classe.

Il y a des tas d'autres exemples. L'assassinat de l'archevêque Romero en est un. Ce n'est pas dans les règles de descendre les archevêques, surtout quand ils ont des copains ici. C'était un bon copain du révérend Drinan, représentant du Massachusetts au Congrès américain; mais le pape avait viré le père Drinan, alors je pense qu'ils ont cru que ça ne posait pas de problème de tuer l'archevêque. Ce Romero s'était fâché avec le président Romero (sans lien de parenté) quand l'armée s'était mise à fusiller ses prêtres il y a quelques années. Et quand la junte des "droits de l'homme" mise en place par Washington il y a près d'un an et demi a fait pareil, on aurait cru à l'entendre qu'il était devenu maoïste. Tout venait bien sûr des Ecritures; vous savez, l'Épître de Paul, chapitre I, verset 13 "Dieu dit tu ne tueras point, alors s'ils tuent il est juste de se rebeller". Le jour après avoir dit cela, il a été descendu au milieu de la messe. Incidemment, on pense que les tueurs étaient des gusanos cubains [réfugiés aux États-Unis] entraînés par la CIA — alors si vous voulez causer de l'exportation du terrorisme, ce n'est pas un mauvais exemple.

Et puis il y a eu les gens de la coalition oppositionnelle de front populaire, le FDR Front démocratique révolutionnaire. Le principal dirigeant, du nom d'Alvarez Cordova, était le rejeton d'une des 14 familles. En règle générale, on ne descend pas des membres de l'oligarchie. Ou encore les missionnaires catholiques; on ne descend pas des religieuses; c'est inacceptable, rappelez-vous Stanleyville et tout ça. Et Robert White, l'ambassadeur de Carter — après l'élection de novembre, tous les conseillers de Reagan l'appelaient un "réformateur social" et il les a accusés d'essayer de le faire tuer. C'est ce qui arrive à tous les autres "réformateurs sociaux", même quand ils sont liés à la CIA, comme les gars de la réforme agraire qu'ils ont flingués dans la cafétéria du Hilton de San Salvador.

Quelle est notre réaction devant tout ça? Nous marxistes, communistes, disons qu'il est nécessaire d'organiser les opprimés et les exploités autour de la force sociale possédant l'intérêt de classe qui permette d'en finir avec le système qui amène à de tels tueurs sadiques. Mais malheureusement la gauche au Salvador a été influencée par des décennies d'idéologie nationaliste et réformiste-stalinienne; aussi ses efforts ont-ils surtout été employés à combler l'abîme insondable qui y sépare les classes. C'est à ça que revient toute leur politique de fronts populaires. Au nom de l'"unité des démocrates", ils amènent les ouvriers et les paysans à s'engager au respect de la propriété privée des capitalistes, à l'intégrité des forces armées, à la "sereine houlette" de l'Eglise, etc. Alors ils s'accrochent à une poignée de démocrates-chrétiens dissidents, et à un ou deux sociaux-démocrates mollassons — en fait, des libéraux bourgeois jouant aux

sociaux-démocrates — tout ça pour tenir les masses en respect. Ainsi, paraît-il, ils n'effraieront pas la "bourgeoisie progressiste", et avec un peu de chance ils pourront même arriver à une entente avec Washington.

Alors ils montent des coalitions de front populaire avec quelques libéraux, curés et réformistes. Et les masses, qui ne se sentent plus de joie après le renversement de la bande d'assassins, leur accordent leur soutien au début. Ils en ont déjà eu un goût au Salvador avec la junte, soi-disant de réforme mise en place par Carter en octobre 1979. Il y avait là des officiers libéraux, des civils libéraux; le Parti communiste fournissait un ministre du Travail, et il y avait deux officiers "durs". Qu'est-ce qui s'est passé? Les libéraux ont tous été court-circuités, l'un après l'autre dans ce qu'on a appelé un "coup d'Etat rampant", et les faucons militaires ont déclenché le pire bain de sang des dernières décennies. Oh oui, et vous avez une "réforme agraire" apportée par les mêmes

n'est-ce pas? Il est aux archives nationales dans la capitale. La vague de réformes passée, les latifundiaires reviendront de Miami. Et là, ce sera leur morceau de papier contre celui du paysan. Et devinez quoi? Leur morceau de papier a plus de fusils derrière lui. Aussi les paysans sont-ils à bon droit sceptiques au sujet de ces diverses réformes. Alors que, s'ils sont mobilisés autour d'un programme pour la terre à ceux qui la travaillent, et dirigés par la force sociale qui a le pouvoir de l'imposer à la bourgeoisie, c'est-à-dire, pour la nommer, la classe ouvrière, ils peuvent constituer une force d'appoint extraordinaire, voire l'essentiel, au plan numérique, des gens qui soutiennent la révolution prolétarienne. Mais pas quand il y a un front populaire. Le Señor Alvarez est dans la coalition; il détient des milliers d'hectares de terres et représente une classe sociale.

En outre, le problème n'est pas qu'il y a quelques mauvais propriétaires terriens par-ci et quelques bons industriels par-là, et que les uns sont favorables à la

Giscard boycotte Cuba Défense de Cuba! Levée du boycottage!

L'impérialisme français participe de plus en plus activement et directement à la politique agressive de l'impérialisme US en Amérique centrale. Déjà Giscard a apporté son soutien à la junte du Salvador, auquel il fournit depuis des années du matériel militaire. Par la bouche de son ministre des Affaires Étrangères, Jean François-Poncet, il a cautionné l'envoi de conseillers militaires américains auprès du régime sanglant au pouvoir à San Salvador. Récemment, un accord entre Reagan et Giscard à propos du Salvador et comportant un boycottage de Cuba a été révélé par le bulletin *La Lettre de l'Expansion* (n° 554, 9 mars): "La France s'est rangée, à ce propos, au côté de Washington dans sa politique anticubaine. (...) Le plus gros contrat que la France s'appretait à signer avec Cuba vient d'être remis en cause par le Quai d'Orsay. Il s'agit d'une centrale électrique d'un demi-milliard de francs dont Alstom-Atlantique devait incessamment recevoir la commande après plus de cinq ans de négociations..." Ce soutien de l'impérialisme français à la politique anticubaine de Reagan s'est confirmé avec l'affaire de l'aéroport de Grenade (une petite île des Caraïbes). A la suite de la note américaine demandant aux gouvernements du Marché commun de ne pas donner suite à un projet de cofinancement d'un nouvel aéroport à Grenade, accusé d'être un "satellite de Cuba", Jean François-Poncet a fait savoir qu'"ils partageaient les soupçons des États-Unis" (*Le Monde*, 17 mars).

Cuba est le quatrième client de la France en Amérique latine. Dans ces conditions, une politique de boycottage économique de Cuba (si elle est effectivement appliquée) représente pour l'impérialisme français le sacrifice de réels intérêts, surtout dans une situation de crise économique où la concurrence interimpérialiste est particulièrement exacerbée. D'ailleurs *La Lettre de l'Expansion* prévoyait "une levée de boucliers des milieux économiques français". Mais d'abord la France capitaliste, avec ses possessions coloniales de Martinique, Guadeloupe et Guyane, est directement intéressée au maintien de l'ordre impérialiste dans cette région du monde. Et surtout, Giscard s'est empressé de prendre la place que lui offrait Reagan dans sa campagne de guerre froide dirigée contre Cuba et son "grand frère", l'URSS, et dont le Salvador est le front le plus avancé. Lors de son séjour aux USA, Jean François-Poncet a d'ailleurs explicitement approuvé la politique de *containment* (endiguement) de l'impérialisme US à l'égard de l'URSS (*Le Monde*, 27 février). En retour, le porte-parole de la Maison Blanche s'est félicité que "les États-Unis savent qu'ils peuvent compter sur la France comme allié".

Dans sa haine contre l'URSS et les autres pays où la bourgeoisie a été expropriée, l'impérialisme français est prêt aujourd'hui à étrangler par le blocus économique Cuba. Demain, s'il en a les mains libres, il soutiendra (ou participera directement à) une intervention militaire contre Cuba ou un des ses prétendus "satellites". Le devoir internationaliste du mouvement ouvrier organisé français est de se mobiliser contre les livraisons d'armes aux dictatures d'Amérique centrale (et notamment la junte salvadorienne) et pour la levée des mesures de boycottage contre Cuba. Pour la défense de Cuba et de l'URSS! La défense de l'URSS commence au Salvador!

personnes qui ont apporté la "pacification" au Vietnam. Cette réforme agraire consiste à accorder des terrains aux membres d'une organisation fasciste nommée ORDEN, liée à l'armée et habituée à espionner les paysans. Les gens qui étaient sur ces terres, les ouvriers agricoles, etc. sont tous expulsés, envoyés dans les collines où on les étiquette comme guérilleros, et exterminés par l'armée. Au Salvador, ça s'appelle "réforme par la mort".

Mais voilà qu'aujourd'hui on a une autre version de cette coalition de collaboration de classes, le Front démocratique révolutionnaire. A sa tête on trouvait au début le propriétaire terrien Alvarez, suivi actuellement par le "social-démocrate" Ungo, tous deux membres de la "junte des droits de l'homme" en octobre 1979. Dernièrement, le FDR s'est aussi mis en quête d'un accord avec le colonel Majano, ancien membre de la junte lui aussi, actuellement aux arrêts. C'est une coalition plus à gauche; comme l'UP d'Allende peut-être. Quelles sont ses positions? Sur la question agraire par exemple. La junte a une "réforme agraire" — qu'en dit la gauche? Les bolchéviks appellent à la révolution agraire, pas à la réforme. Les paysans ne vont pas combattre pour des morceaux de papier où est écrit "titre de propriété" pour continuer à donner 50 pour cent de leur récolte en paiement, avec pour seule différence que ce n'est plus du métayage mais des remboursements à la banque agricole. L'histoire démontre que le seul moment où les paysans croient vraiment que quelque chose a changé, c'est quand ils se soulèvent, dans une insurrection révolutionnaire, brûlent l'hacienda ou le manoir, et brûlent le cadastre. C'est ce qui s'est produit en France en 1789, ou en Russie en 1917, ou encore lors de la révolte paysanne vaincue de Morelos au Mexique.

La raison en est évidente. En plus du "titre" dans la poche du paysan il y a un autre bout de papier,

réaction sociale alors que les autres sont pour le progrès social. Car ce sont les mêmes gens. Dans la famille modèle de l'oligarchie d'Amérique latine, l'aîné hérite des propriétés, le second devient colonel dans l'armée, le troisième s'engage dans la politique bourgeoise et le quatrième entre dans les ordres. S'ils ont cinq fils, le dernier est un révolutionnaire. Ah, j'allais oublier celui qui obtient la licence pour Coca-Cola. Il y a donc une division du travail, ils viennent tous de la même famille. Au Salvador ils s'appellent Romero ou Alvarez, et au Nicaragua ce sont tous des Chamorro; mais ils ne mèneront pas une révolution agraire.

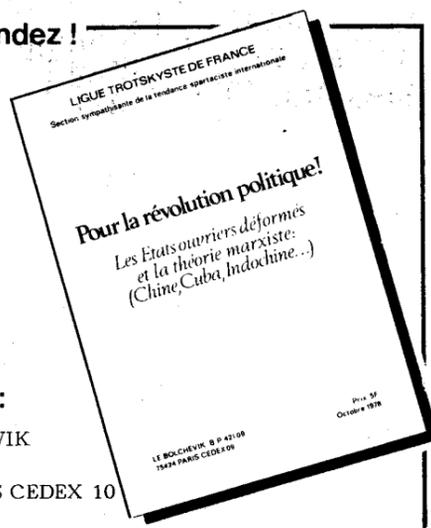
Internationalement, c'est la même chose. Récemment la Deuxième Internationale est allée fouiner dans l'arrière-cour des USA, admettant comme membres de son internationale social-démocrate toutes sortes de partis libéraux et populistes. Alan Riding, un journaliste fort perspicace du *New York Times*, écrivait récemment là-dessus. Il y a un très petit groupe au Salvador qui s'appelle le Mouvement national révolutionnaire, le MNR, une poignée de libéraux dirigée par Guillermo Ungo, qui est vice-président de l'Internationale socialiste. Ils sont ainsi liés au Parti social-démocrate d'Allemagne, qui leur envoie des deutschemarks et agit à certains égards dans les intérêts du capital ouest-allemand. Riding a fait remarquer que le nombre total des sociaux-démocrates au Salvador suffirait tout juste à remplir un Volkswagen. Ce qu'ils trament, c'est qu'Helmut Schmidt leur tire les marrons du feu, et en échange ils s'engagent à bien se comporter, payer les dettes aux impérialistes, etc. Mais à votre avis que vont faire Schmidt et Brandt quand les navires de guerre de Reagan se mettront à longer la côte? Vraiment pas grand-chose!

Commandez!

Prix: 5F

Adresse:

LE BOLCHEVIK
B.P. 135 10
75463 PARIS CEDEX 10



Espagne: tentative de coup d'Etat...

Suite de la page 3

celui d'Allende, a également composé avec le corps des officiers, ouvrant la voie à une défaite sanglante.

...et leurs suivistes de l'"extrême gauche"

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section espagnole du Secrétariat unifié de Mandel et Cie, s'est présentée comme la véritable alternative aux partis réformistes et à une "extrême gauche" en pleine décomposition. Elle se pose en champion de la lutte pour les droits démocratiques contre l'appareil d'Etat hérité du franquisme. En réalité la LCR a suivi le convoi des réformistes en répandant des illusions sur la "démocratisation" de l'Etat franquiste.

Aujourd'hui, la LCR explique: "Tant qu'existera ce type d'appareil d'Etat, ce genre de menaces contre les libertés démocratiques existeront" (*Rouge*, 27 février-5 mars). Mais après les élections de 1977, le Secrétariat unifié proclamait triomphalement: "La bourgeoisie espagnole a été obligée de liquider pas à pas la dictature franquiste" (*Inprecor*, 23 juin 1977)!

La LCR a touché le fond du crétinisme parlementaire avec le communiqué infâme de Barcelone, le 30 janvier 1977. Parmi les signataires de cette déclaration front populiste se trouvaient des formations bourgeoises — l'Esquerra républicaine, les carlistes et l'Assemblée de Catalogne — et la plupart de l'extrême gauche espagnole, y compris la LCR. Ce communiqué revendiquait "l'action immédiate contre les vrais responsables de la situation actuelle, c'est-à-dire les organisations fascistes et para-policières". Cette supplication suicidaire à la protection de la police franquiste se terminait par un appel à l'"unité et la responsabilité de tout le peuple". Aujourd'hui, cette position se retrouve dans l'appel pour une "enquête publique aboutissant à l'épuration et au châtiement des coupables, dissolution de la garde civile, épuration des fascistes de l'appareil d'Etat et emprisonnement de Milans del Bosch et de tous ses complices" (*Rouge*, 13-19 mars). Ce qui est présenté comme un projet pour la réforme de l'Etat franquiste.

Il semble que la LCR ait repris en plus le schéma des lambertistes (la LCR et les lambertistes espagnols avaient un cortège commun à la manifestation du 27 février avec le mot d'ordre: "l'Espagne demain sera républicaine") qui consiste à appeler à toutes sortes d'actions militantes — même la grève générale illimitée —, mais seulement dans le cadre d'un combat pour les revendications démocratiques. Des revendications comme l'Assemblée constituante, l'autodétermination pour les minorités nationales, etc. sont certainement des armes puissantes pour mobiliser le prolétariat dans la lutte contre la réaction franquiste. Mais les séparer artificiellement de la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat, établissant par-là, de facto, une "étape démocratique" pour la révolution espagnole, comme le font les centristes et les réformistes, est une trahison de la révolution socialiste. Le crime du POUM, durant la guerre civile espagnole, a été son refus de se battre pour construire des soviets en dépit de toute sa rhé-



J. RUDENT/GAMMA

torique sur le front populaire. Et la LCR est même à la droite du POUM!

Un programme trotskyste pour l'Espagne

Les travailleurs espagnols haïssent la garde civile avec une passion et une amertume telles qu'elles pourraient ouvrir les vannes de la révolution. Même un groupe de propagande révolutionnaire d'une taille modeste aurait pu profiter de ce moment crucial de coup d'Etat d'avertissement, s'efforçant de mobiliser le prolétariat par centaines de milliers pour administrer son propre avertissement aux assassins fascistes. Une direction trotskyste aurait appelé à la grève générale pour déjouer le putsch; à la formation de milices ouvrières de front unique basées sur les syndicats (et qui ne soient pas exclusivement les milices d'un parti) pour s'emparer des casernes et des convois de l'armée; à des comités de soldats pour polariser l'armée; à une marche sur les Cortes pour mettre en fuite les fascistes et les putschistes. Des comités prolétariens de défense établiraient le fondement de structures soviétiques qui pourraient balayer les institutions armées (épine dorsale du franquisme), mobilisant pour la révolution ouvrière. Mais, en l'absence d'une telle action, il sera bien plus dur ne serait-ce que d'emprisonner les tortionnaires de la garde civile qui terrorisent la population basque et représentent une menace permanente pour la classe ouvrière dans son ensemble.

Rappelez-vous en 1921 le putsch de Kapp en Allemagne, où la classe ouvrière s'est levée en masse pour barrer la route à un petit groupe de militaristes d'extrême droite, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle crise révolutionnaire quelques mois plus tard. S'il y

avait eu en Espagne un tel déferlement en octobre 1934 (quand l'extrême droite est entrée dans le cabinet) à la place d'une insurrection isolée dans les Asturies, le cours de l'histoire espagnole aurait été fort différent, et des centaines de milliers de vies de prolétaires auraient été épargnées. C'est cet échec décisif qui a frayé le chemin au franquisme.

Soyez vigilants! La réaction n'a fait que montrer les dents, mais elle peut encore mordre! La formation de milices ouvrières est une tâche d'autodéfense pressante pour le mouvement ouvrier espagnol. Il faut liquider la garde civile et toutes les polices politiques bonapartistes spéciales. Ceci sera réalisé non par des monarches "démocratiques" ou des parlements impuissants, mais par le combat pour la révolution prolétarienne.

Adapté de Workers Vanguard n° 275

Portugal...

Suite de la page 5

gauche" (*L'Humanité*, 13 octobre 1980). Les dirigeants du PCF n'ont pas créé l'union de la gauche pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, mais comme moyen de freiner les énergies combattives qui se sont manifestées en Mai 1968. Ce dont ils se plaignent c'est qu'on ne leur donne pas suffisamment d'influence. La LTF est la seule organisation qui proclame ouvertement les leçons marxistes de l'Histoire: le front populaire est un obstacle à la révolution. C'est pourquoi nous avons avancé la possibilité d'un soutien critique au candidat du PCF dans une situation où il est forcé de se présenter indépendamment d'un front populaire.

La LCR et l'OCI, bien que se réclamant du trotskysme, et possédant des forces considérablement plus importantes que les nôtres, appellent non pas à une rupture du front populaire mais à sa reconstitution sous couvert d'"unité PS-PCF". De plus leur rejet de facto de la position trotskyste sur la question russe (révolution politique pour renverser la bureaucratie stalinienne, partie intégrante de la défense inconditionnelle des acquis de la Révolution d'Octobre) conduit la LCR et l'OCI à tirer des conclusions fondamentalement fausses de la rupture de l'union de la gauche et à présenter un programme pro-impérialiste dans les élections actuelles. En accusant la "main de Moscou" d'être à l'origine de la rupture du front populaire, ils propagent des mythes impérialistes et jouent les larbins de Mitterrand. Sur l'Afghanistan, les positions des eurotrotskystes vont dans le sens de la croisade antisoviétique des "droits de l'homme" de Jimmy Carter. Les réformistes de l'OCI vont même plus loin: ils appellent à l'exportation de la contre-révolution islamique en URSS même.

En France aujourd'hui, l'"unité" est devenue le mot de passe pour l'antisoviétisme pro-impérialiste et pour la reconstitution du défunt front populaire. Nous sommes d'accord avec Lénine lorsqu'il disait sur l'unité, en avril 1914: "L'unité est une grande chose et un grand mot d'ordre! Mais ce qu'il faut à la cause ouvrière, c'est l'unité des marxistes, et non l'unité des marxistes avec les ennemis et les falsificateurs du marxisme" (*"L'unité"*, *Oeuvres*, vol. 20). Militants du PCF, exigez une réelle rupture avec la bourgeoisie — pas le poison du chauvinisme français, mais un véritable internationalisme prolétarien. Non à l'union de la gauche! Pour un nouveau 68 qui va jusqu'au bout!

Salvador...

Donc la question du front-populisme imprègne tous les aspects de la situation au Salvador, y compris la récente offensive malheureuse. Elle a été dénommée l'"offensive finale", et le magazine *Time* a cité un dirigeant de la guérilla qui affirmait que c'était "l'offensive finale, tout à fait finale. Finalement!". On dirait une blague, et c'est partiellement pour des raisons de tactique militaire, mais derrière toutes les offensives "avancée-replis" et les retraites au Salvador, il y a un programme politique. Il semble — et c'est difficile à dire à cause du blackout dans la presse impérialiste — qu'il y ait eu peu de répondant à l'appel à l'insurrection. Mais cela a certainement été le cas pour la grève générale. Un dirigeant des insurgés de gauche, dont la coalition est appelée Front Farabundo Martí de libération nationale, ou FMLN, a déclaré que "les masses ont senti qu'elles manquaient d'appui pour faire massivement grève, et, pour les organisations politico-militaires, elle était trop faible pour transcroître en insurrection. (...) L'appel à la grève à ce moment était une erreur politique".

Mais ce n'est pas la première fois qu'une telle faute est commise. La grève générale d'août dernier a également été un échec, et pour des raisons analogues. Dans ce cas-là, ils tentaient de négocier avec diverses forces bourgeoises pour élargir leur front populaire. Et à la veille de la grève les propriétaires d'autocars se sont retirés. Peu après la grève, un des groupes les plus modérés, le FARN, a quitté l'or-

gane militaire de cette coalition de gauche aux multiples facettes, la DRU, dans l'espoir de parvenir à un accord avec le colonel Majano. L'accord n'a abouti pas, parce que des secteurs conséquents de la bourgeoisie salvadorienne ne veulent pas appartenir à une coalition de gauche. Mais c'est la recherche continue d'un tel accord qui les a empêchés de mobiliser les masses dans une direction vraiment révolutionnaire. Par exemple, lors de la récente insurrection finale/générale, ils n'ont jamais eu l'intention d'aller vers un soulèvement à l'échelle du pays tout entier. L'action dans les villes était toujours censée servir d'appoint, et pas du tout parce qu'ils sont de l'espèce des guérilleros maoïstes style "guerre du peuple prolongée".

Ce qu'ils cherchaient, c'était un bout de territoire pour pouvoir y établir leur gouvernement alternatif du FDR, pour que les Helmut Schmidt et les Lopez Portillo puissent les reconnaître, et qu'avec un peu de chance le cas puisse venir à l'ONU ou à l'OEA. En d'autres termes, fondamentalement, l'action militaire était conçue comme une tactique de pression sur la bourgeoisie internationale. Toutefois, une telle stratégie est sans espoir dans les conditions où c'est Reagan qui est au gouvernement. Et dans tous les cas, même si elle avait abouti à la prise du pouvoir, sa signification finale aurait été que les ouvriers et les paysans auraient été dépossédés d'une victoire pour laquelle ils avaient versé beaucoup de sang. Et tout reviendrait dans les mains de la classe dominante. Alors que le gros de la gauche tente de masquer les divisions de classe, les trotskystes disent qu'il faut

mobiliser la classe ouvrière, avec l'appui des paysans, pour renverser cette bourgeoisie très faible, mais qui a cependant le soutien de l'impérialisme. Et dans le contexte d'une nouvelle guerre froide, les tâches qu'impose le minuscule Salvador se situent à une échelle globale.

Adapté de Workers Vanguard n° 276

DEMANDEZ

le nouveau numéro de SPARTACIST édition française

Organe du Comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale



Commande: Spartacist Publishing Co. Box 1377, GPO, New York, NY 10116 USA
France: Le Bolchévick B.P. 135 10 75463 Paris Cedex 10

La LTF à la journée internationale des femmes

Pour un mouvement communiste de femmes!

La manifestation appelée par la coordination des groupes femmes de Paris pour la Journée des femmes 1981 a été décevante. Quelque 2.000 participantes marchaient derrière la banderole pro-Mitterrand "7 ans de Giscard, ça suffit". Signe des temps : la LCR vendait l'ultime numéro des *Cahiers du féminisme*, qui ne paraîtra plus. Cette manifestation était censée se différencier de celle de Psych et Po en étant plus "politique". Pourtant, bien que quelques jours plus tôt les médecins de la Pergola aient été condamnés à des peines sévères pour avoir commis le "crime" de pratiquer des avortements tardifs — ce qui est explicitement une attaque contre le droit à l'avortement en général —, les organisations n'ont pas fait de cette manifestation une riposte combative réclamant leur libération. La Ligue trotskyste de France a été pratiquement la seule à porter des pancartes exigeant leur libération immédiate.

Le refus opposé à la LCR, qui avait demandé — sans grande conviction — que le collectif de la manifestation "s'adresse entre autres, aux syndicats" afin de marquer un minimum la marche de leur présence, donne une idée de la nature explicitement anti-ouvrière du mouvement féministe aujourd'hui en France.

Il n'est pas du tout surprenant que les féministes aient refusé tout de go. Elles poussent jusqu'à sa conclusion logique la plus réactionnaire la position féministe fondamentale que c'est le sexe et non la classe qui détermine la ligne de clivage dans la société. Dans la manifestation du 1er mai 1977, le cortège des féministes portait la banderole "Femme d'ouvrier, femme de bourgeois, femme de flic, rejoins-nous". La Journée des femmes 1980 a été célébrée par les féministes parisiennes dans une frénésie antisoviétique stimulée par l'intervention russe en Afghanistan. La principale banderole du MLF donnait le ton (anti-ouvrier) : "Nous reprenons cette journée à tous les paternalismes de la répression, Etats et partis, organisations et syndicats", tandis qu'un des panneaux disait "Sous Brejnev, l'URSS ; sous l'URSS, l'Afghan ; sous l'Afghan, l'Afghane". Les féministes n'ont eu aucune honte à se ranger dans le camp des mollahs afghans contre l'Armée rouge, cautionnant ainsi l'achat des femmes, le massacre des enseignants qui osaient apprendre à lire aux femmes et l'asservissement de leurs "soeurs" afghanes voilées.

L'exclusionnisme anticommuniste

Cette année, le cortège de la LTF dans la manifestation de la Journée des femmes représentait la véritable tradition de cette journée — la tradition ouvrière —, ouvrant la voie aux femmes pour le combat pour leur libération par la révolution socialiste. Nos mots d'ordre se distinguaient clairement des mots d'ordre féministes petits-bourgeois ou carrément réactionnaires de cette manifestation : "Pour un mouvement trotskyste de femmes ! Pour la libération des femmes par la révolution socialiste ! Libération immédiate des médecins de la Pergola ! A bas les lois discriminatoires contre les homosexuels ! Grèves contre les licenciements, échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Avortement libre et gratuit pour toutes y compris mineures et immigrées ! Ecrasez la réaction islamique par la révolution prolétarienne ! Pour une Pologne ouvrière, non à la Pologne du pape ! Défense militaire de l'URSS contre l'impérialisme !".

Il n'a pas fallu plus de cinq minutes aux féministes pour s'apercevoir qu'elles n'aimaient pas ces mots d'ordre et pour se jeter à grands cris sur les camarades de la LTF et arracher leurs pancartes, montrant ainsi qu'elles n'avaient pas peur d'utiliser les moyens "sexistes" des stalinien, y compris l'exclusion physique. Après cette exclusion que de nombreux militants de la LCR ont cautionnée par leur silence, la LTF a défilé en queue de manifestation en scandant "libération des femmes par la révolution socialiste".

Une semaine et demie plus tard, à l'université de Tolbiac, Josie (LTF), Florence et Joëlle signaient une protestation contre cette exclusion anticommuniste :

"(...) à propos de la manifestation du 7 mars 1981 appelée par la 'coordination des groupes femmes'.



Cortège de la LTF: Pour la libération des femmes par révolution socialiste... et notre exclusion anticommuniste par les féministes

"La manifestation du 8 mars est une manifestation du mouvement ouvrier pour la libération des femmes. Il faut rappeler que c'est la manifestation du 8 mars 1917 qui a été le point de départ de la Révolution russe.

"Le 7 mars 1981, lors d'une manifestation appelée à cette occasion, la LTF, seule organisation à être présente en tant que telle avec ses propres mots d'ordre, s'est faite attaquer physiquement, ses panneaux ont été déchirés, et elle a été exclue du cortège organisé par la 'coordination des groupes femmes' féministe. Les militants présents de la LCR ont cautionné cette exclusion par leur silence.

"Nous protestons vigoureusement contre cette exclusion qui est la démonstration du caractère collaborationniste et anticommuniste du mouvement 'autonome' des femmes."

Les signataires de cette protestation participaient à un groupe femmes qui s'était constitué à Tolbiac en janvier. Parmi les quelque dix femmes de ce groupe, se trouvaient des militantes de la LTF, de la LCR et plusieurs féministes.

Une militante de la tendance spartaciste internationale (TSI) originaire du Moyen-Orient proposa de faire une présentation sur la situation des femmes, l'islam et le programme de la TSI. Cette suggestion acceptée par la majorité du groupe a mis les militantes de la LCR/JCR dans l'embarras en les obligeant à défendre (à contre-cœur) la position de leur organisation qui soutient le réactionnaire Khomeiny en Iran. La LCR a à plusieurs reprises déclaré que le voile pour les femmes est en Iran un symbole de la lutte anti-impérialiste. La camarade de la TSI, qui a longuement parlé de l'asservissement horrible des femmes dans son pays, n'a pas eu de mal à réfuter ces arguments. Elle a expliqué le programme de la révolution permanente selon lequel la lutte pour la libération des femmes peut être dans les pays arriérés une force motrice de la révolution prolétarienne.

Mais le débat le plus important dans ce groupe, également proposé par les militantes de la LTF, a été sur le mouvement autonome des femmes et quelle voie pour leur libération, et dans ce cadre une femme du groupe proposa de faire une présentation sur l'histoire du mouvement féministe depuis 1968. La LCR a toujours été en faveur d'un mouvement autonome de femmes, allant jusqu'à créer des groupes autonomes de femmes à l'intérieur de sa propre organisation. Mais les militantes de la LCR du groupe étaient assez réticentes sur ce débat car cette question est actuellement particulièrement délicate à traiter dans la LCR même, puisqu'une partie de la direction de cette organisation pousse à la liquidation totale de son travail femmes.

L'essentiel de la polémique de la LCR contre la position pour un mouvement trotskyste de femmes de la LTF se réduisit à : "Vous ne recruterez pas de femmes parce que vous mettez comme préalable qu'elles soient trotskystes". Outre que c'est déformer la position de la LTF, cela en dit long sur la position de la LCR qui se réclame encore en principe du trotskysme. Les femmes selon elle ne sont pas

capables de comprendre l'entièreté du programme marxiste et de devenir des cadres du parti révolutionnaire — c'est insultant pour les femmes ! Et évidemment selon elle, le programme trotskyste n'est pas un programme de combat de masse autour duquel les masses doivent s'organiser afin de lutter pour leurs intérêts et pour le socialisme.

La tradition de l'Internationale Communiste

Contrairement à la LCR, la LTF n'a pas peur d'insister que l'idéologie féministe s'oppose au marxisme. D'abord, contrairement aux féministes, nous pensons que la lutte contre l'oppression des femmes est l'affaire de tous les communistes, hommes et femmes, dans les syndicats et ailleurs. L'"autonomie" du mouvement des femmes a toujours et partout été le mot de passe pour l'exclusion des communistes, ce qui a été clairement démontré dans la manifestation du 8 mars. La stratégie de la LTF pour la libération des femmes, en opposition à l'illusion petite-bourgeoise d'"autonomie" et au sectorialisme sans issue des féministes, se base sur celle du IIIe congrès de l'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky.

L'Internationale Communiste, qui comprenait bien que l'oppression prolongée retarde le développement social des opprimés, avait cherché à trouver des formes organisationnelles particulières pour atteindre la grande masse des femmes souvent isolées, dans l'ignorance, l'analphabétisme et le foyer, afin de favoriser leur développement politique. Elle créa des organismes spéciaux composés d'hommes et de femmes qui, sous la direction du parti, exécutèrent ce travail.

Mais la création de ces sections femmes du parti ne signifiait en aucun cas que l'Internationale Communiste approuvait la conception du mouvement autonome des femmes. Bien au contraire, les sections femmes étaient le bras du parti prolétarien. Les Thèses de 1921 affirmaient clairement que la section femmes ne devait être ni un substitut ni un adversaire du parti d'avant-garde, mais être au contraire dirigée politiquement par les communistes et liée explicitement au parti.

La Ligue trotskyste de France est la seule à offrir aux femmes une perspective révolutionnaire. Elle est déterminée à combattre l'oppression spécifique des femmes sans tomber dans le marais du féminisme anti-ouvrier. La LTF cherche à construire le noyau du parti trotskyste en France; relié aux traditions du bolchévisme et de la Quatrième Internationale de Léon Trotsky. Ce parti mobilisera massivement les femmes dans la lutte pour la dictature du prolétariat. La LTF intervient dans le mouvement des femmes pour opposer la perspective de lutte des classes à l'idéologie féministe sans issue, pour que les femmes opprimées puissent prendre leur place dans les rangs des combattants révolutionnaires.

PCF...

Suite de la page 1

vention soviétique en Afghanistan et plus généralement pour avoir continué, en pleine période de renouveau de guerre froide antisoviétique, à s'aligner sur Moscou. Rejeté dans le ghetto de la guerre froide, le PCF avait inauguré sa campagne électorale en présentant son candidat comme le candidat de la classe ouvrière, le candidat anti-Giscard, le candidat des luttes contre le patronat et le gouvernement. A la différence des années précédentes, il ne se faisait plus le porte-parole de l'"unité". Bien plus, il déclarait que l'union de la gauche comme les fronts populaires de 36 et 45 n'avaient profité qu'à l'ennemi de classe. Par ailleurs, Mitterrand a été au centre de ses dénonciations justement parce que voulant mener une politique de collaboration de classe et composer avec la droite. En votant Marchais, les travailleurs pouvaient enfin espérer voter classe contre classe.

Dès octobre, sur la base que Marchais se présente seul, indépendamment de tout partenaire bourgeois, la LTF avait envisagé de donner un soutien électoral violemment critique à Marchais, si le PCF maintenait sa posture d'indépendance de classe. Violemment critique parce que nous n'oublions pas sa politique outrageusement chauvine, ni son rôle de briseur de grèves et de fossoyeurs des révolutions. Par ailleurs, nous n'avons pas la moindre illusion sur le tournant "gauche" du PCF effectué pour ses raisons bureaucratiques propres ou sur sa posture indépendante qui n'est que conjoncturelle et tactique, et restant dans le contexte de son rôle fondamentalement collaborationniste. Mais du fait de son indépendance à l'égard de tout partenaire bourgeois, Marchais pouvait dans ces élections, représenter (même de façon très déformée) le camp ouvrier face au camp bourgeois. De plus, nous envisagions avec d'autant plus de satisfaction d'appeler à voter Marchais qu'un vote pour un parti pro-Moscou, dans une période où l'impérialisme multiplie ses menaces contre le bloc soviétique, représentait pour nous une occasion de mettre en avant notre politique révolutionnaire de défense des acquis prolétariens en URSS, contre toute menace de restauration capitaliste et pour le renversement, par la révolution politique prolétarienne, de la bureaucratie parasitaire qui usurpe le pouvoir politique à la classe ouvrière.

Un vote Marchais aurait pu être un vote de classe. Mais la direction stalinienne en a décidé autrement. Elle ne s'est en fait appuyée sur les sentiments de la classe ouvrière à l'indépendance de classe et sur sa volonté de luttes anticapitalistes que pour mieux les fouler aux pieds et les briser. En guise de luttes contre le patronat et le gouvernement, elle n'a fait que mobiliser une partie de la classe ouvrière... contre une autre, la plus vulnérable, celle à laquelle la bourgeoisie fait le plus durement payer sa crise : les travailleurs immigrés. Même rejetée dans le "ghetto", la direction du PCF vient se vautrer aux pieds de la bourgeoisie — qui n'en continue pas moins à la rejeter — en lui offrant les plus serviles gages de sa loyauté à l'égard du capitalisme français face aux "ennemis étrangers". Elle s'est servie des municipalités qu'elle gère pour faire, une fois de plus, la preuve qu'elle est prête à toutes les besognes, y compris les plus basses et les plus répugnantes, de défense de l'ordre capitaliste. Le gage de Marchais, Vitry, ne suffit pas à la bourgeoisie. Elle veut un gage plus gros, le gage décisif : la rupture avec le Kremlin. Mais pour nous le gage honteux que Marchais offre à la bourgeoisie nous suffit amplement. Son abjecte campagne de provocations racistes contre les immigrés a donné au vote Marchais un sens qu'à ce jour aucun autre élément de la campagne du PCF n'est venu dépasser, celui d'un référendum en faveur de Vitry et de sa politique chauvine anti-immigrés. Nous comprenons pourquoi des travailleurs — vu l'absence de tout autre perspective — peuvent vouloir voter Marchais sur la base de leur dégoût pour Giscard et Mitterrand et/ou de leur attachement à l'Etat issu de la Révolution d'Octobre. Mais à moins d'événements (notamment liés à la question de la défense de l'URSS) qui pourraient d'ici les élections changer le sens d'un vote Marchais (et toujours à la condition minimum qu'il soit toujours libre de tout lien front-populiste, avec la bourgeoisie), aucun révolutionnaire, aucun travailleur conscient ne peut plus apporter à Marchais le moindre soutien, même le plus violemment critique. Et nous espérons que la classe ouvrière lui fera payer très cher le prix de cette nouvelle trahison stalinienne!

Une campagne marquée du sceau de Vitry

L'opération de commando menée le 24 décembre 1980 par les responsables PCF de Vitry contre un foyer de travailleurs maliens était un acte raciste que tout travailleur ayant un minimum de conscience de classe ne peut que rejeter avec dégoût. Nous avons condamné fermement cette agression. Bien sûr, la bourgeoisie et ses lieutenants sociaux-démocrates — tous responsables d'actions bien pires contre les immigrés — n'ont pas raté l'occasion d'alimenter leur campagne anticommuniste. Dans le PCF, parmi ceux qui se sont élevés contre Vitry, beaucoup (notamment les euro-

communistes) l'ont fait pour des raisons libérales : "ne pas se mettre à dos les intellectuels petits-bourgeois!". Mais pour nous, il ne s'agit pas de moralisme abstrait et rassurant. Le combat pour les pleins droits démocratiques pour tous les travailleurs est un aspect crucial de l'unité de la classe ouvrière contre les patrons. La surexploitation de la main d'oeuvre immigrée est un moyen important de la bourgeoisie pour faire porter le fardeau de l'irrationalité capitaliste et "l'austérité" sur les épaules des masses travailleuses. Sous-payés, largement non-syndiqués — moyen de pression sur les salaires de tous les ouvriers — les travailleurs étrangers peuvent être refoulés hors des frontières, sans conséquence politique, quand la crise économique les rend superflus. Nous combattons les mesures d'expulsions des immigrés et de fermeture des frontières et nous sommes pour un programme comprenant l'exigence de salaires égaux et des pleins droits de citoyenneté pour les immigrés en France. C'est la condition de la pleine intégration des immigrés aux luttes du reste du prolétariat contre l'austérité capitaliste et aux organisations de masse de la classe ouvrière.

Certains travailleurs ont pu croire à une "bavure". En fait, le maire PCF de Vitry a concrétisé le programme protectionniste et chauvin de son parti (de "Produisons français" à "Arrêt de l'immigration"). De plus, la direction du PCF a fait en sorte que plus personne ne croit à un "accident" : manifestation de soutien au maire de Vitry — Marchais en tête ; articles quotidiens dans *L'Humanité* pendant des semaines ; poursuite dans les municipalités PCF des expulsions d'immigrés et autres actes racistes (ainsi, la dénonciation publique d'une famille marocaine de Montigny-les-Cormeilles pour trafic de drogue était à la fois la continuation de Vitry et le point de départ d'une tapageuse campagne réactionnaire de



10 janvier : manifestation PCF en soutien à l'acte raciste de Vitry

défense de l'"ordre moral" bourgeois). Marchais a voulu faire de Vitry un symbole vivant de sa politique sur l'immigration.

Le chauvinisme et le protectionnisme font traditionnellement partie du programme d'un parti qui n'est pas raciste, mais qui est attaché à la défense de l'ordre bourgeois (et le PCF a derrière lui près de 50 ans de social-chauvinisme !). En ce sens, Vitry est l'expression directe et concrète de ce programme. Vitry a été le levain, le catalyseur actif de sa campagne chauvine et protectionniste qui a de ce fait dépassé la simple "routine" réformiste du PCF. C'est une chose que d'avoir dans son programme le mot d'ordre dégueulasse "Arrêt de l'immigration" (que nous avons dénoncé violemment) ; c'est autre chose d'effectuer le sale boulot de la bourgeoisie en se faisant l'agent direct de l'expulsion des immigrés. Les trotskystes ne sont pas comme ces soi-disant "révolutionnaires" style LCR qui accordent leur soutien toujours et partout aux partis réformistes sous prétexte que ce sont des partis ouvriers. Quand par exemple les réformistes se mettent à la tête de mobilisations contre la classe ouvrière (ou une partie d'entre elle), nous sommes du côté de la classe ouvrière contre les réformistes. La LCR condamne Vitry, mais où aurait-elle été le 24 décembre? Du côté des travailleurs maliens ou du côté de leurs agresseurs staliniens?

La campagne dite "contre les ghettos" se poursuit toujours. A Ivry-sur-Seine, limitation à 15% de la proportion d'enfants d'immigrés dans les colonies de vacances de la ville. A Saint-Denis, nouvelle opération de commando pour "nettoyer" les halls et les caves des HLM où se réunissent les jeunes immigrés. A Rosny-sous-Bois, campagne pour que les flics expulsent les nomades de la municipalité. La section locale du PCF s'est distinguée particulièrement dans un tract : "A La Boissière, un campement de nomades s'est installé. Depuis, on ne compte plus les vols, le racket (...). Il sera trop tard. Que se passera-t-il quand un père de famille de La Boissière décidera de venger sa fille? Que fera le préfet quand les vendeuses de Rosny 2 seront agressées? Avec nos élus, nous exigeons qu'il fasse respecter l'ordre, nous exigeons le départ des nomades et demandons si né-

cessaire l'intervention de la police" (*Le Matin*, 25 mars).

Parallèlement se continue quotidiennement la campagne protectionniste "Produisons français" où le PCF appelle à défendre tous les produits industriels ou agricoles menacés de la concurrence étrangère (et il y en a!). Mais depuis Vitry, cette campagne prend un sens particulièrement anti-immigrés. La CGT a même récemment exigé "que soient suspendus tout recrutement et introduction de travailleurs [immigrés]" (*L'Humanité*, 13 mars). Elle se faisait l'écho de Fiterman qui dans son rapport au comité central déclarait : "Il s'agit tout d'abord d'investir, de produire et de créer français en priorité" (*L'Humanité*, 6 mars). Alors "recruter et créer français"! Comme nous le dénonçons, "Produire français" conduit logiquement à "Travailler français"!

Le PCF a beau mettre en sourdine ses actions anti-immigrés dans ses municipalités (et elles n'en continuent pas moins), sa campagne reste marquée de façon décisive par Vitry. Et ce d'autant plus qu'il n'y a pas dans son actuelle campagne d'élément suffisamment dominant pour lui donner un autre caractère. Marchais a en fait repris le cours habituel d'une campagne réformiste traditionnelle, dosant scrupuleusement ses attaques contre Giscard et celles contre Mitterrand, le tout avec pour but réformiste habituel de gérer l'Etat bourgeois et pour cela de construire une "bonne" union de la gauche (sans d'ailleurs que ses appels à un front populaire ne rencontrent le moindre écho auprès du PS et de la bourgeoisie).

Le seul acte de toute la campagne depuis le début reste Vitry. Ainsi quand il ne les a pas brisées, les luttes promises par le PCF — exception faite des luttes anti-immigrés — n'ont été que de vulgaires manifestations publicitaires style chahut pendant une émission de télévision! Malgré le renouveau de guerre froide, le PCF s'est abstenu de toute mobilisation contre l'OTAN et son propre impérialisme. Probablement seuls des événements d'une importance mondiale (par exemple la participation massive des troupes US aux côtés de la junte sanguinaire du Salvador ou une intervention militaire américaine au Nicaragua ou à Cuba), en accroissant la guerre froide et les menaces contre le bloc soviétique, seraient susceptibles de contraindre les dirigeants du PCF à mobiliser contre l'impérialisme et à se placer du côté des intérêts du prolétariat international ; et de ce fait, cela serait susceptible de changer la nature de la campagne du PCF et par-là même du vote Marchais. Pour l'heure, avec un aveuglement incroyable, Marchais — reflétant les illusions criminelles de la bureaucratie du Kremlin dans une soi-disant "coexistence pacifique" — affirme que le "monde n'est pas dangereux" (*L'Humanité*, 24 mars). Pour la direction du PCF, la question n'est surtout pas de manifester la moindre solidarité avec Moscou ; elle est de donner à sa propre bourgeoisie des gages de son social-patriotisme.

Internationalisme prolétarien contre social-patriotisme

Au moment où la bourgeoisie, sous la houlette de l'impérialisme US, encourage les luttes fratricides et pousse à la barbarie, au moment où les révolutionnaires doivent mobiliser la classe ouvrière pour s'opposer aux nerfs fascistes enhardis par le climat de racisme et de bellicisme antisoviétique, quand les révolutionnaires doivent préparer notre classe à refuser de servir de chair à canon pour de nouvelles aventures impérialistes et les nouveaux holocaustes que préparent les Drs. Folamour du capitalisme, la direction du PCF n'a pas trouvé d'autre réponse que le social-patriotisme pour rassurer sa propre bourgeoisie.

Il y a plus de 60 ans le camarade Lénine, dans son analyse de l'impérialisme, a insisté sur la tendance à la guerre mondiale inhérente à la recherche capitaliste du profit. Pour les bolchéviks le social-patriotisme, qui lie les masses ouvrières à la bourgeoisie nationale dans le but de massacrer les ouvriers des autres pays, était la marque de la social-démocratie dégénérée. La provocation anti-immigrés du PCF à Vitry constitue la preuve de la loyauté des staliniens envers leur bourgeoisie, preuve faite aux dépens des travailleurs immigrés — une loyauté qui se manifesterait demain sur une plus large échelle lors d'une conflagration impérialiste.

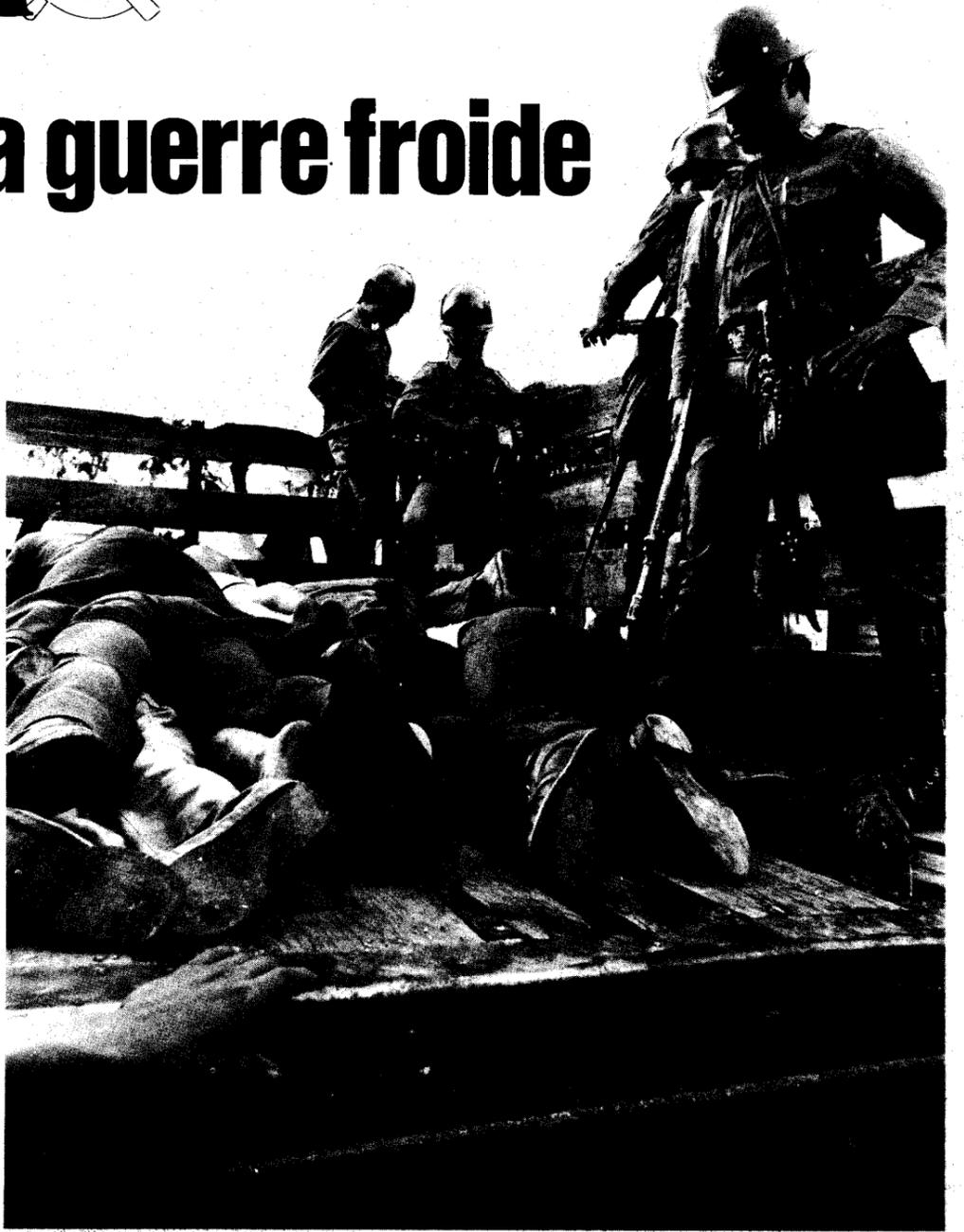
Aujourd'hui, la bourgeoisie américaine déchaîne une nouvelle guerre froide contre les Etats ouvriers déformés et dégénérés. Si les travailleurs, paralysés par leurs directions réformistes (comme le PCF), ne renversent pas le capitalisme par la révolution socialiste afin d'instaurer leur propre pouvoir d'Etat, aucune force au monde ne pourra empêcher la transformation, tôt ou tard, de la guerre froide en guerre nucléaire contre l'URSS. Seul le prolétariat organisé sur un programme véritablement communiste peut empêcher cet holocauste. Le PCF, avec son programme de bulldozers pour les travailleurs immigrés, est un obstacle important à ce programme communiste, dont l'ABC a toujours été et reste : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!" ■

Salvador: front de la guerre froide

Ecrasez la junte!

**Pour la défaite
de l'impérialisme US!**

**Pour la défense
de Cuba et de l'URSS!**



SYGMA

Nous publions ci-dessous la première moitié d'un discours de Jan Norden, rédacteur en chef de *Workers Vanguard* et membre du comité central de la Spartacist League, qu'il a prononcé il y a peu de temps à Boston et New York sous le titre de "Pour la révolution ouvrière en Amérique centrale". Une version complète de la seconde moitié, traitant tout spécialement du Nicaragua, figurera dans notre prochain numéro.

Ca chauffe très fort en Amérique centrale. L'isthme entier est chauffé au rouge, bouillonnant comme la chaîne volcanique qui en constitue l'épine dorsale. Ils sont tout un chapelet de Républiques bananières, de dictatures fantoches et d'oligarchies tyraniques à avoir joué toutes leurs cartes, et le jour du règlement de comptes historique approche. Il y a une crise générale de la domination bourgeoise dans cette région, telle qu'elle a été exercée dans le dernier demi-siècle. Dans cette situation explosive s'est installée à la Maison Blanche une nouvelle administration bien décidée à envoyer au Kremlin un message sanglant. Ce message se compose d'hélicoptères Huey, de bazookas de 105 mm, de vedettes de patrouille et de "conseillers militaires" US. Le sang, il est prévu que ce soit celui des masses d'Amérique centrale. Reagan a défié Castro et Brejnev à une bataille rangée au sujet du Salvador. L'Amérique centrale est aujourd'hui le point chaud de la guerre froide, le point où toute l'énergie de la campagne de guerre antisoviétique de l'impérialisme se concentre contre la braise de l'indignation populaire, et les flammes commencent à en jaillir.

Pour relever ce défi, la gauche, en Amérique latine comme dans les centres impérialistes, doit affronter de plein fouet la question fondamentale: prendre parti dans la confrontation entre l'impérialisme rapace et les Etats ouvriers dégénéré/déformés du bloc soviétique. Il ne servira à rien d'en appeler aux libéraux qui "se sentent concernés" par le génocide. D'abord, ce n'est pas simplement un nouvel exemple du soutien des USA à quelque boucher assoiffé de sang dans son arrière-cour. A l'époque où Teddy Roosevelt écrasait ces petits Etats sous sa botte, l'impérialisme américain était essentiellement occupé à consolider son hégémonie régionale. La guerre hispano-américaine et la diplomatie du dollar visaient principalement à mettre en pratique la doctrine Monroe. Le percement du canal de Panama avait permis aux USA de posséder pour la première fois une flotte

ayant accès à deux océans à la fois. Cela faisait partie du découpage du monde colonial par l'impérialisme en préparation de la première guerre mondiale. L'issue, il y a un demi-siècle (dernière fois où l'Amérique centrale a été à la une) était essentiellement régionale. Cette fois-ci, les enjeux sont bien plus grands.

Ainsi, dans les dernières semaines, on a eu droit à tout ce tintamarre sur les armes soviétiques au Salvador. J'ai ici le "Livre blanc" du Département d'Etat. Je présume qu'ils sont obligés de l'appeler blanc parce que leur intention véritable est d'aveugler le public par ces saletés, pour qu'il ne se rende pas compte de ce qui se passe. Aussi la première chose à faire est-elle de démolir les mensonges impérialistes. Pour reprendre les mots du président Reagan il y a quelques semaines: qui parcourt le globe en mentant, trompant et pillant? Nous avons trouvé quelqu'un qui répond à la description: les Etats-Unis. Cette fois, c'est leur seconde tentative. La première remonte à janvier, quand ils possédaient des "preuves formelles" que le Nicaragua était la "véritable source" des armes aux rebelles salvadoriens. Et la preuve était une ou deux barques dans le golfe de Fonseca. Le bois, disaient-ils, est d'une essence que l'on ne trouve pas habituellement au Salvador; c'était ça la preuve de l'agression nicaraguayenne. C'est de toute évidence ridicule, mais à partir de là ils ont supprimé l'aide de 15 millions de dollars au Nicaragua et 5 millions d'aide militaire "mortelle" ont été à nouveau accordés au Salvador. Ca a pas mal foiré — les correspondants de presse se sont précipités sur place et n'ont pas trouvé trace d'armes ou de quoi que ce soit. Aussi, a-t-on maintenant de prétendus rapports du dirigeant du Parti communiste du Salvador.

Aujourd'hui, les voix officieuses de l'impérialisme américain ont des choses encore plus fantaisistes à nous raconter. Il y en a eu des pas piquées des vers dans le numéro du 2 février de *Business Week*. Ils disent:

"L'arrivée récente de Nord-Coréens (pour aider les guérilleros salvadoriens, qu'ils disent) a été découverte quand quatre d'entre eux ont trouvé la mort dans un accident de la circulation au Nicaragua début janvier. Buenos Aires aussi a repéré un nombre, plus élevé, de Montoneros, guérilleros argentins d'extrême gauche. Il a été rapporté que des obusiers de 105 d'origine américaine, capturés par les Nord-Vietnamiens en 1975, ont été débarqués par un bateau libanais affrété par l'Organisation de libération de la Palestine pour les faire venir de Saïgon."

Sacrebleu! Aussi mon premier réflexe est-il de demander: "Où donc est passé Carlos dans tout ça?!" Et la bande à Baader-Meinhof? Mais, en tant que révolutionnaires prolétariens, nous avons mieux à faire que simplement dénoncer des inventions. La réalité, c'est qu'il n'y a malheureusement pas d'aide soviétique effective aux insurgés du Salvador. Parce que, si c'était le cas, il n'y aurait pas eu l'an dernier 12.000 personnes tuées par les escadrons de la mort d'extrême droite et par l'armée de la junte. Voilà la preuve. Heureusement il y a là-bas quelques armes cubaines et soviétiques. Mais la dure réalité, c'est qu'il n'y a pas de défense convenable pour les masses qui font face aux dictateurs avides de sang. Et voilà que l'ambassadeur soviétique aux USA se lève et dit: "Nous sommes innocents". Malheureusement il a dit la vérité. S'il mentait, trompait et volait pour faire avancer la cause de la révolution mondiale, on se sentirait bien mieux. Mais ce n'est pas le cas.

Ce à quoi nous assistons, c'est une tentative par la première puissance capitaliste de réaffirmer sa prétention à l'hégémonie globale après avoir été bougrement rossée en Indochine. L'effritement des diverses dictatures d'Amérique centrale est intimement lié à la faiblesse relative de l'impérialisme US après le Vietnam. Puis est venue la croisade des "droits de l'homme" de Jimmy Carter, qui en Amérique latine a essentiellement consisté en une phase passagère d'hypocrisie bourgeoise. Mais comme nous l'avons fait remarquer dès le premier jour, elle était en réalité dirigée contre l'Union soviétique. En d'autres termes, c'était le réarmement moral de l'impérialisme en préparation à la guerre. Et ça ne devait pas simplement être la guerre froide, mais la guerre tout court. Reagan a décrété que c'est là que démarre la vraie guerre. L'Amérique centrale est un substitut au golfe Persique, ou à Berlin, ou à quelque autre partie du monde. La Pologne, par exemple. Et la Pologne vient en premier à l'esprit de Washington. En "traçant la ligne contre le communisme" au Salvador, ils se préparent en fait à "refouler" (pour employer la phraséologie de Foster Dulles) les acquis historiques de la révolution prolétarienne russe.

D'autre part, comme nous l'avons écrit dans le dernier numéro de *Workers Vanguard*, les dirigeants US ne cherchent pas une quelconque "stabilisation" ou quelque chose de ce genre. La seule solution qu'ils aient en tête concernant la gauche en Amérique cen-

Suite page 6